

Session 2015

Recueil de sujets

pour les oraux

du second groupe d'épreuves de

Sciences économiques et sociales

Enseignement spécifique

SPECIALITE SCIENCES SOCIALES

ET POLITIQUES

Coefficient 9

Épreuve orale de contrôle

Durée : 20 minutes

Temps de préparation : 30 minutes

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).

La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum). Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement.

Extrait du Bulletin Officiel spécial n°7 du 6 octobre 2011

Sommaire des questions principales

Vous montrerez que les facteurs de production ne suffisent-pas à expliquer la croissance économique.	5
Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique.	6
Quelles sont les limites du PIB comme instrument de mesure de l'activité économique ?.....	7
Vous montrerez comment les facteurs de production contribuent à la croissance économique.....	8
Vous analyserez la relation entre progrès technique et croissance économique.....	9
Montrez que les investissements en recherche et développement sont une source de la croissance économique	10
Vous montrerez quelles sont les sources de la croissance.	11
Vous mettrez en évidence les principaux déterminants des fluctuations économiques.	12
Vous expliquerez comment un choc économique peut affecter la croissance	13
Vous présenterez les principales explications à l'origine des fluctuations économiques.....	14
Montrez que les variations de la demande peuvent expliquer les fluctuations économiques.	15
Vous montrerez comment le libre-échange permet la croissance économique.	16
A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous mettrez en évidence les principaux facteurs expliquant les choix de localisation des firmes multinationales.	17
Vous expliquerez comment la Banque Centrale Européenne (BCE) participe à la coordination des politiques économiques à l'intérieur de la zone euro.	18
Vous analyserez le rôle du marché comme instrument de politique climatique.	19
Vous montrerez que la croissance économique peut être compatible avec la préservation de l'environnement.	20
Montrez que l'efficacité de la politique climatique repose sur la complémentarité de différents instruments.	21
Vous montrerez la complémentarité des instruments en matière de politiques climatiques.....	22
Vous montrerez que les inégalités ont un caractère multiforme et cumulatif.	23
Vous montrerez que les inégalités économiques sont cumulatives.	24
Vous mettrez en évidence le caractère multiforme des inégalités.	25
Vous montrerez le caractère multiforme des inégalités.	26
Vous montrerez le caractère multiforme des inégalités.	27
Vous montrerez que les inégalités peuvent se cumuler.....	28
Montrez que les inégalités ont un caractère multiforme et cumulatif.....	29

Comment l'origine sociale des parents influence-t-elle la réussite scolaire ?.....	30
Expliquez comment l'évolution de la structure de la population active affecte la mobilité sociale. .	31
Expliquez comment la famille participe au processus de reproduction sociale.	32
Vous analyserez le rôle de la famille dans le processus de mobilité sociale.....	33
Vous montrerez que la mobilité sociale est influencée par l'évolution de la structure socioprofessionnelle.	34
Vous montrerez que la fonction intégratrice du travail est remise en cause aujourd'hui.	35
Vous montrerez que le travail reste encore une instance clé d'intégration.	36
Vous montrerez que le travail n'assure pas toujours sa fonction d'intégration sociale.	37
Vous montrerez en quoi l'école est une instance d'intégration sociale qui connaît des limites.	38
Montrez en quoi certaines évolutions de l'emploi remettent en cause l'intégration sociale par le travail.	39
Vous montrerez que les conflits sociaux se sont diversifiés depuis 30 ans.	40
Vous montrerez que les conflits se sont transformés.	41
Vous montrerez comment les services collectifs permettent de réduire les inégalités sociales. ...	42
Vous montrerez les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.	43
Vous expliquerez comment les pouvoirs publics peuvent promouvoir l'égalité homme-femme.	44
Comment les pouvoirs publics peuvent-ils lutter contre les inégalités ?	45
La politique de redistribution atteint-elle son objectif de justice sociale ?	46
Vous analyserez la segmentation du marché du travail	47
Montrez que le taux de salaire réel ne dépend pas seulement de la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché du travail.	48
Vous montrerez que le marché du travail est segmenté.....	49
Vous présenterez le phénomène de segmentation du marché du travail.	50
Vous présenterez les différents déterminants de la fixation du taux de salaire.	51
Montrez que l'évolution du marché du travail fragilise l'intégration sociale des jeunes.	52
Vous montrerez comment les politiques en faveur de l'emploi peuvent permettre de lutter contre le chômage.	53
Vous expliquerez comment la baisse du coût du travail peut faire baisser le chômage.	54

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que les facteurs de production ne suffisent pas à expliquer la croissance économique.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (4 points)</p> <p>1. À partir de la lecture des données de l'Allemagne, retrouvez les sources de la croissance économique. (document 1).</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Distinguez le régime parlementaire et le régime présidentiel (4 points). 3. Qu'est ce que la culture politique ? (3 points).</p>

Document 1 : Taux de croissance annuel moyen du PIB (1985-2009)

	PIB (en %)	Facteur Capital (en points de %)	Facteur Travail (en points de %)	Résidu (en points de %)
Allemagne	1.1	0.5	-0.3	0.9
France	1.9	0.7	0	1.1
Etats-Unis d'Amérique	2.6	0.9	0.7	1
Japon	2.0	0.9	-0.4	1.5

Source : OCDE

Document 2 :

Toute partie de la croissance du produit qui ne peut être attribuée ni à des augmentations du stock de capital (humain et physique) ni à des augmentations de la quantité de travail est considérée comme un « résidu » dû au progrès technique. Elle est aussi appelée accroissement de la productivité totale des facteurs. L'accroissement de la productivité totale des facteurs mesure le gain en efficacité dans l'utilisation des ressources d'une économie. Il peut provenir de l'adoption de nouvelles méthodes de production permettant de produire une plus grande quantité de biens et services avec les mêmes montants de travail et capital. Il peut être dû aussi à des innovations qui contribuent à la création de biens et services nouveaux et/ou de valeur plus élevée.

Source : J. Stiglitz, Carl E. Walsh et J.-D. Lafay, Principes d'économie moderne, de Boeck, 2007

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec les deux données soulignées (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Caractérissez la séparation des pouvoirs en régime parlementaire. (4 points)

3. En utilisant un exemple, montrez l'évolution des répertoires d'actions politiques (3 points).

Document 1 Les sources de la croissance économique de 1985-2010¹

	TCAM ² (%)	En point de %		
		PIB	Facteur capital	Facteur travail
France	<u>1,8</u>	0,7	0,2	<u>1</u>
Irlande	4,4	0,9	0,9	2,7
États-Unis	2,6	0,9	0,7	1,1
Italie	1,4	0,8	0,2	0,4
Corée du Sud	6,1	1,7	0,6	3,8

(1) Certaines données ont été arrondies (3) productivité globale des facteurs

(2) Taux de croissance annuel moyen

Source : OCDE, 2012

Document 2

Les objets connectés¹ ne s'adressent pas uniquement aux particuliers : ils sont susceptibles de rendre aussi de grands services aux entreprises en termes de productivité. « L'identification par RFID² est utilisée depuis de nombreuses années pour suivre les stocks, anticiper les flux d'approvisionnement ou encore optimiser les rayonnages en magasin », rappelle Daniel Kaplan, délégué général de la Fondation internet nouvelle génération (Fing).

Autre exemple, la distribution d'eau. « Nos réseaux urbains souffrent de pertes d'eau allant jusqu'à 50% du volume transporté ; l'installation de capteurs permet de repérer automatiquement les fuites », poursuit Daniel Kaplan. Plus largement, les « compteurs intelligents » devraient permettre aux gestionnaires de réseaux électriques, gaziers, d'eau... non seulement d'économiser de nombreux déplacements, mais aussi d'optimiser la gestion en temps réel de leur réseau.

(1) Biens équipés de capteurs, d'un microcontrôleur qui traite des données collectées et d'une connexion qui envoie ces informations vers un terminal informatique : serveur d'entreprise, ordinateur, smartphone ou tablette.

(2) RFID (Radio Frequency Identification) : puce informatique qui communique des données lorsqu'on lui envoie un signal électromagnétique.

Source : Alternatives économiques n°339, octobre 2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Quelles sont les limites du PIB comme instrument de mesure de l'activité économique ?</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (4 points)</p> <p>1. Que signifient les deux données soulignées (document 1) ?</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Quels sont les deux modes de scrutin ? (3 points)</p> <p>3. En quoi consiste le clivage gauche-droite qui caractérise le paysage politique français ? (3 points)</p>

Document 1

PIB français et taux de croissance en volume et en valeur

Produit intérieur brut	2011	2012	2013
En valeur (en milliards d'euros courants)	2 059,3	2 091,1	2 113,7
Taux de croissance en valeur (%)	3,0	1,5	<u>1,1</u>
PIB en volume milliards d'euros de 2000	2 040,0	2 046,9	2 052,7
Taux de croissance en volume (%)	2,1	0,3	<u>0,3</u>
INSEE Principaux indicateurs, le PIB (comptes nationaux)			

Document 2

Si le PIB demeure un indicateur économique pertinent pour juger de l'accroissement de la production dans un pays, il présente de nombreuses limites intrinsèques qui en font un indicateur inadapté pour juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société.[...]

D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, indépendamment du fait que cela ajoute ou non au bien-être individuel et collectif. [...] Le PIB est indifférent à la nature de l'activité génératrice de revenus [...]

Le PIB est par ailleurs indifférent à la répartition des richesses comptabilisées, aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique, etc., qui sont pourtant presque unanimement considérées comme des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société [...] Enfin, les services non marchands dispensés par l'Etat sont très mal comptés [...]

Source : Jean Gadrey et Dominique Méda , Alternatives Economiques Poche n° 48 , Mars 2011.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez comment les facteurs de production contribuent à la croissance économique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Lire les données encadrées dans le document 1.

Questions complémentaires de connaissances

2. Quelles sont les caractéristiques du régime parlementaire? (3 points).
3. Expliquez la notion de socialisation politique (3 points).

Document 1 : Contribution des facteurs de production à la croissance française entre 1975 et 2002

Croissance annuelle moyenne, en %	Croissance du PIB	Contribution des facteurs de production		Facteur résiduel (progrès technique)
		Travail	Capital	
1975-1992	2,34	- 0,10	1,31	1,13
1993-2002	2,07	0,54	1,14	0,39

Source : D'après L. Miotti, F. Sachwald, La croissance française 1950-2030. Le défi de l'innovation, IFRI, 2005

Document 2

La production, qui est au coeur de la croissance, s'obtient en combinant des facteurs de production, notamment le travail et le capital. Toutefois, cette notion de facteurs de production varie selon les courants de pensée.(...)

Au niveau microéconomique, la fonction de production d'une entreprise montre ses contraintes technologiques, c'est-à-dire la combinaison de capital et de travail qui permet de réaliser un produit. La question qui se pose est celle de la mesure de ces facteurs: pour le travail, effectifs employés ou nombre d'heures travaillées; pour le capital, stock ou flux d'équipements fixes...

Différentes formes de fonctions ont été étudiées:

- des fonctions à facteurs complémentaires: les deux facteurs sont liés dans une combinaison fixe, ce qui implique qu'augmenter l'un impose d'augmenter l'autre;
- des fonctions à facteurs substituables: on peut obtenir la même production avec plus de travail et moins de capital, ou le contraire.

Source : Économie contemporaine, Nathan , Coll. « Nathan sup ». 2010.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous analyserez la relation entre progrès technique et croissance économique.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

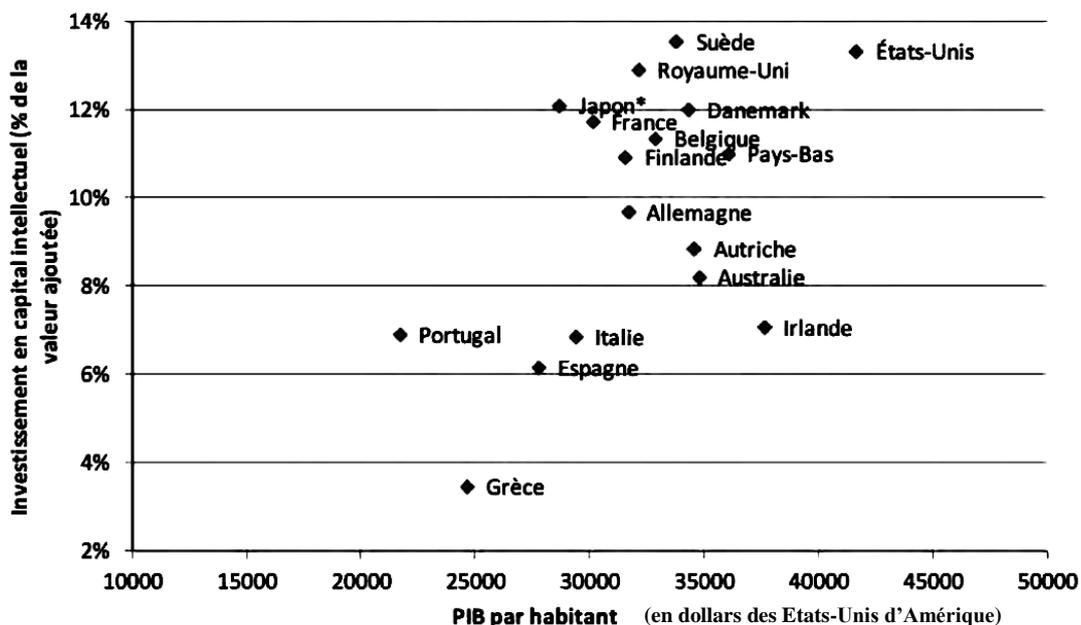
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec la donnée correspondant à la France (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce qu'un régime semi-présidentiel ? (4 points).
 3. Donnez quelques exemples d'éléments faisant partie des répertoires d'action politique.(3 points).

Document 1 Investissement des entreprises en capital intellectuel* et PIB par habitant, moyenne 2000-10



* Le capital intellectuel désigne la somme des flux d'investissements immatériels (acquisition de capital humain, logiciels, droits de propriété...)

Note : Données du Japon pour 1998-2008.

Source : OCDE, « Nouvelles sources de croissance : le capital intellectuel », 2014.

Document 2

Southwest Airlines a introduit beaucoup d'innovations notables dans le transport aérien, comme l'embarquement de passagers sans sièges alloués ou les programmes grand voyageur. Pendant des décennies à partir de sa création en 1971, Southwest a continuellement affiché le coût moyen par siège kilomètre le plus bas parmi les compagnies aériennes des États-Unis. [...] Bien que ces innovations aient été essentielles à son succès, beaucoup n'ont pas été brevetées. D'autres compagnies aériennes ont reproduit les innovations de Southwest – comme RyanAir ou Easy Jet en Europe – souvent sur la base d'une information passive ou de connaissances facilement accessibles. [...] Southwest a elle aussi développé des innovations clés en s'inspirant d'autres sources. Par exemple, elle a envoyé du personnel aux 500 miles d'Indianapolis pour observer le ravitaillement des voitures de courses par les mécaniciens de stand parce que ces derniers accomplissent les mêmes fonctions que les équipes de maintenance des avions, mais avec une plus grande rapidité.

Source : Crisculo C., Haskel J. et Slaughter M. (2005), *Global Engagement and the Innovation Activities of Firms*, NBER working paper

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Montrez que les investissements en recherche et développement sont une source de la croissance économique</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (4 points)</p> <p>1. Faites une phrase avec la donnée en gras du document 1 pour en préciser le sens.</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Qu'est-ce qu'un régime parlementaire ? (3 points).</p> <p>3. L'abstention est-elle une forme de participation politique ? (3 points).</p>

Document 1

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays.

Évolution par rapport à l'année précédente, en %.

	2010	2011	2012	2013
Allemagne	4	3,3	0,7	0,4
Espagne	-0,2	0,1	-1,6	-1,2
Etats-Unis	2,5	1,8	2,8	1,9
France	1,7	2	0	0,2

Source : Eurostat (extraction du 19 juin 2014)

Document 2

Le rôle essentiel de l'innovation dans la croissance économique et l'augmentation du bien-être est aujourd'hui largement reconnu. Des entreprises et des institutions publiques fournissent des produits nouveaux qui accroissent le niveau de vie des consommateurs et permettent des créations d'emploi. En vue de soutenir ce processus, les autorités publiques visent à maintenir un cadre général propice à l'innovation et investissent dans des institutions spécifiques qui peuvent faciliter celle-ci. [...]

Dans ce sens, l'économie française connaît un déficit de croissance depuis plusieurs années, en lien avec une compétitivité-prix et hors prix dégradée. Les conditions [...] de l'activité économique en France sont peu favorables à l'innovation : le marché du travail et les marchés des produits manquent d'ouverture et de flexibilité, la fiscalité sur les entreprises et les investissements est lourde et complexe. Ces conditions pèsent sur la capacité des entreprises à financer l'investissement et mobiliser les ressources humaines (RH) nécessaires à l'innovation. L'industrie française dépense moins en recherche et développement (RD) que ses principaux concurrents, notamment l'Allemagne...

Source : Examens de l'OCDE des politiques d'innovation de la France, 2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez quelles sont les sources de la croissance.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (4 points)</p> <p>1. Donnez la signification des données entourées. (Document 1).</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Par quels moyens les partis politiques contribuent-ils à la mobilisation des électeurs ? (3 points).</p> <p>3. Définissez la socialisation politique. (3 points).</p>

Document 1

Les contributions à la croissance du PIB pour trois pays de l'OCDE

Taux de croissance annuels moyens en %		Contribution du facteur travail	Contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC)	Contribution du facteur capital hors TIC	Contribution de la productivité globale des facteurs	Croissance du PIB (*)
France	1995-2000	0,13	0,31	0,38	1,33	2,15
	2001-2006	0,08	0,26	0,31	0,97	1,63
États-Unis	1995-2000	1,03	0,49	0,36	1,09	2,94
	2001-2006	0,45	0,34	0,24	1,65	2,67
Canada	1995-2000	1,16	0,41	0,67	0,51	2,72
	2001-2006	1,29	0,33	0,60	0,47	2,68

(*) Les résultats étant arrondis, il se peut que la variation du PIB diffère légèrement de la somme des différentes composantes.

Source :

OCDE, Base de données de la productivité, février 2008 www.oecd.org/statistics/productivity/

Document 2

Si la production augmente, cela vient de l'augmentation des facteurs de production utilisés, travail et capital. Un pays « en retard » peut donc espérer brûler les étapes en investissant beaucoup [...]. Mais, en raison des rendements décroissants (ce n'est pas parce que j'ai deux ordinateurs que ma productivité va doubler), il devrait venir un moment où l'ajout d'une quantité supplémentaire de capital par tête coûte plus cher qu'il n'apporte.

Pourtant l'expérience montre que ce ralentissement inéluctable de la croissance annoncé par le raisonnement ne se produit pas. C'est à cause du progrès technique, avance Solow, progrès qui rend les équipements de plus en plus performants. [...] Solow a accepté l'idée que la formation pouvait être un des facteurs d'amélioration de l'efficacité du travail humain, donc de la croissance. Mais la source essentielle demeure le progrès technique, c'est-à-dire l'amélioration des connaissances, source de croissance pour tous. Il peut donc être utilisé [...] pour financer des investissements collectifs, des réductions d'inégalités de revenus ou des aides sociales. [...] Solow demeure partisan d'une intervention publique, autant pour organiser la répartition des gains de productivité issus du progrès technique que pour réguler l'économie.

Alternatives économiques, *L'essentiel de l'économie*, Poche n°21, Novembre 2005.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

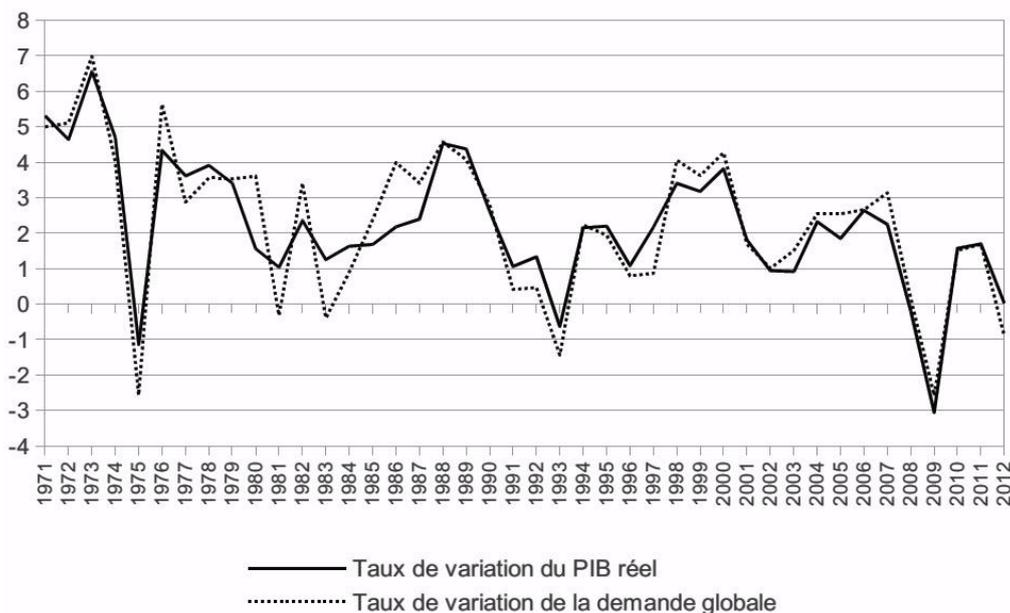
Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous mettez en évidence les principaux déterminants des fluctuations économiques.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Présentez les données pour l'année 2009. (document. 1).</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Comment un parti politique peut-il mobiliser des électeurs ? (4 points)</p> <p>3. Qu'est ce que le principe de subsidiarité ? (3 points)</p>

Document 1

Croissance économique et évolution de la demande globale en France (en %).



Source : OCDE, 2013.

Document 2 :

Les informations conjoncturelles de l'automne suggèrent une croissance globalement stable au quatrième trimestre 2014, avant une embellie plus prononcée au premier semestre 2015. La reprise aux États-Unis et au Royaume-Uni resterait solide, assise sur des dépenses des ménages encore vigoureuses, et sur un investissement productif dynamique. Dans la zone euro, un certain nombre de freins se sont desserrés à l'automne. La dépréciation de l'euro depuis l'été s'est confirmée et donne quelques motifs d'optimisme pour les entreprises exportatrices. La baisse du cours du pétrole, qui s'est accentuée au cours du quatrième trimestre, enclenche dès à présent les effets favorables d'un mini-contre-choc pétrolier, sur le pouvoir d'achat des ménages d'une part, sur la situation financière des entreprises d'autre part. Comme de plus les impôts pèseraient moins fortement, le pouvoir d'achat du revenu des ménages accélérerait de nouveau, ce qui assurerait un certain regain de consommation au cours des prochains trimestres.

INSEE Note de conjoncture, décembre 2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

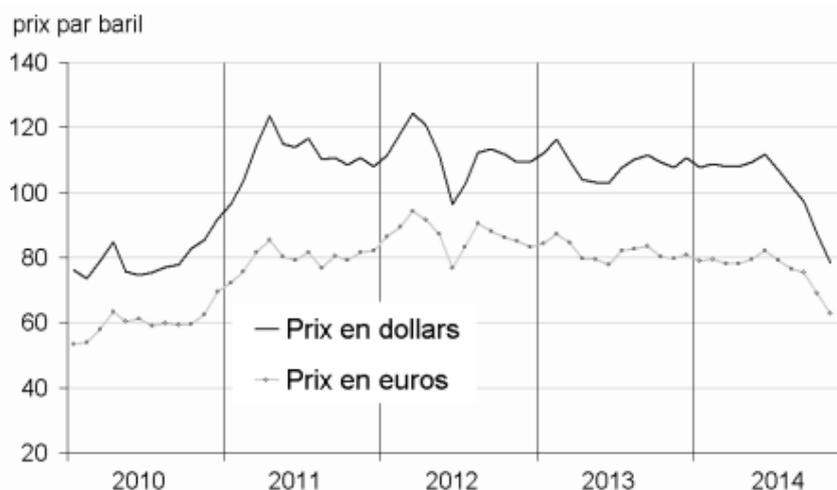
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous expliquerez comment un choc économique peut affecter la croissance</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (4 points) 1. Mesurer l'évolution du prix du pétrole en dollars entre 2010 et 2011</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances 2. Qu'est-ce que la gouvernance multi-niveaux ? (3 points). 3. Vous expliquerez quelle est la contribution des partis politiques à la politisation des électeurs. (3 points).</p>

Document 1

Evolution du prix du pétrole sur la période 2010-2014

Prix du pétrole (Brent)



Source : INSEE

Document 2

Pour les pays comme la France, importateurs de pétrole, un choc pétrolier constitue un prélèvement sur les agents domestiques, au profit des pays producteurs. Il a un impact négatif sur l'activité.

Tout d'abord, les prix à la consommation augmentent sous l'effet de la hausse des prix énergétiques, ce qui comprime la demande intérieure. La hausse des prix du pétrole se diffuse également aux prix de production, via les consommations intermédiaires et aux salaires via les négociations salariales.

Ces effets domestiques sont renforcés par le canal extérieur : les pays exportateurs de pétrole dépensent à l'étranger une partie de leurs revenus supplémentaires, mais les principaux partenaires de la France sont également touchés par la hausse des prix du pétrole, ce qui les conduit à réduire leurs importations et pénalise ainsi les exportations françaises.

Le prix du pétrole a augmenté de 5 euros au quatrième trimestre 2010, puis de nouveau de 12 euros au 1^{er} trimestre 2011. Au total, ces hausses du prix du Brent réduiraient le taux de croissance de l'activité de 0.05 point au 1^{er} trimestre 2011 puis de 0.15 point au 2^{ème} trimestre.

Source : « Les chocs passent ; l'activité résiste », INSEE Conjoncture, Mars 2011.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

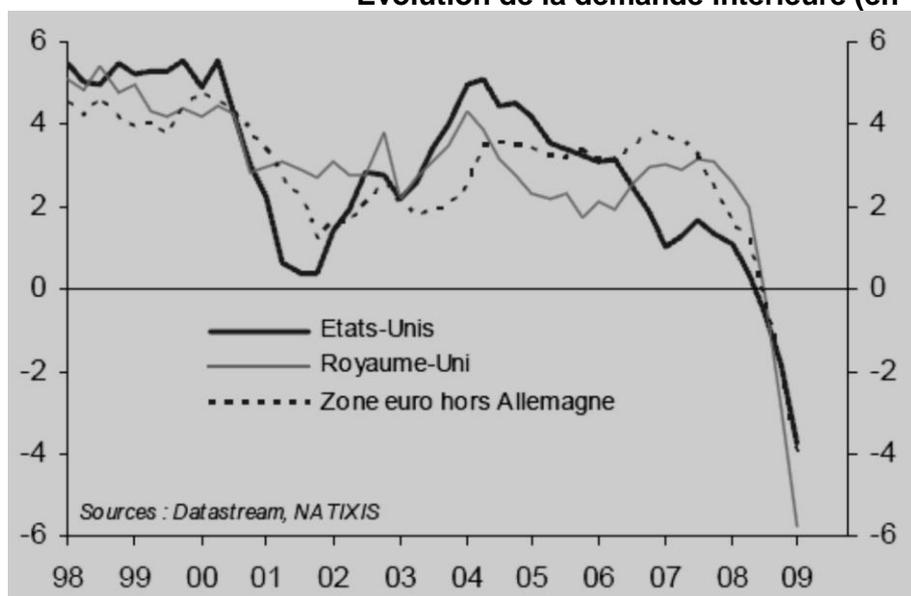
Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 points) : Vous présenterez les principales explications à l'origine des fluctuations économiques.</p>
<p>Questions COMPLEMENTAIRES (10 points) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Présentez les grandes tendances de la demande intérieure aux Etats-Unis sur la période de 1998 à 2009. (document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances 2. En quoi consiste le principe de subsidiarité ? (3 points) 3. Expliquer deux fonctions d'un parti politique. (3 points)</p>

Document 1

Évolution de la demande intérieure (en %)



Source :

P. Artus,

« Ne pas oublier que nous sommes confrontés à un choc de demande négatif », *Flash Économie*, Natixis, n° 350, 31/08/2009.

Document 2

« La crise des crédits *subprimes* qui éclate en juillet 2007 a mis en valeur les risques qu'il y avait à accorder des crédits à des ménages pauvres en période de hausse des taux d'intérêt.[...] Cela s'est traduit par une crise de liquidité : les banques ne trouvaient plus sur le marché interbancaire les liquidités dont elles avaient besoin. A cette crise de liquidité s'est ajouté un problème de capitalisation : les pertes ont amputé les capitaux propres des banques et réduit leur capacité à accorder des crédits.[...] Des entreprises ont revu à la baisse leurs investissements et, parfois, ont fait faillite en raison d'une diminution de la demande et d'une restriction de crédits.[...]

Dans les pays développés et, tout particulièrement, aux États-Unis, les ménages avaient bénéficié de 2003 à 2007 d'un « effet de richesse » positif : la valeur de leur patrimoine augmentait spontanément du fait de la hausse du prix des logements et des actions. Cela avait incité les ménages américains à désépargner et à s'endetter pour pouvoir consommer.[...] La baisse simultanée du prix des actifs immobiliers et financiers crée un « effet de richesse » à l'envers : les ménages américains sont de moins en moins riches. Ils sont donc incités à augmenter leur taux d'épargne et donc à réduire leur consommation. »

Source : Marc Montoussé, *La crise financière de 2008 : la crise de l'économie réelle*, 100 fiches pour comprendre la bourse et les marchés financiers, Bréal, 2010.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez que les variations de la demande peuvent expliquer les fluctuations économiques.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 points) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

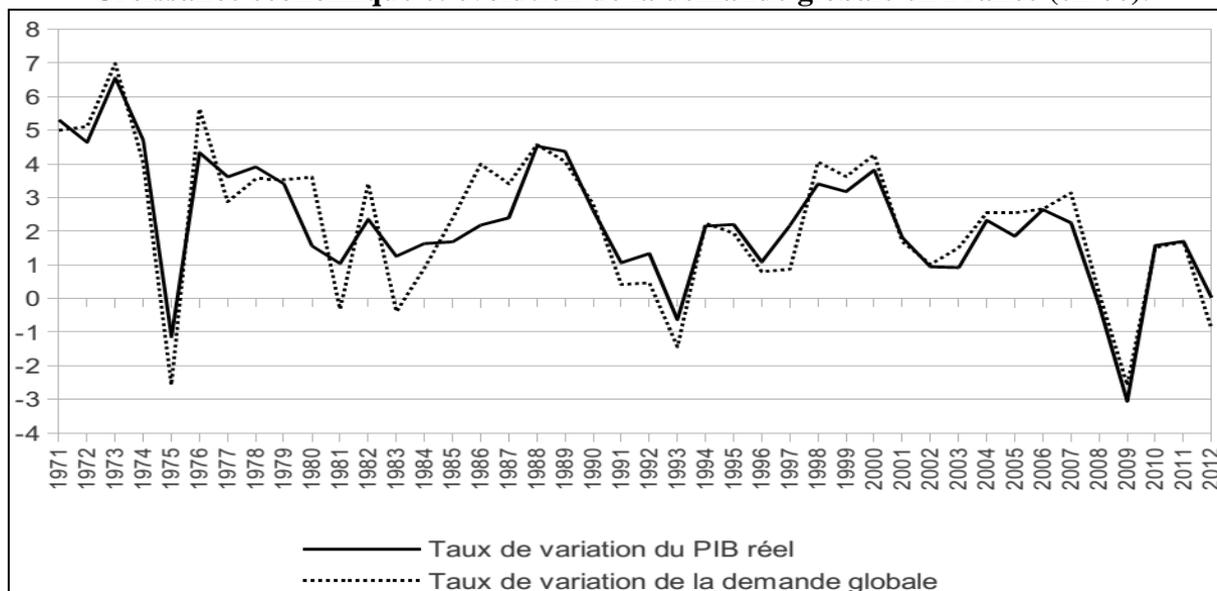
1. Rédigez une phrase présentant l'information apportée par chaque donnée de l'année 1975. (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? (3 points).
3. Comment les partis politiques contribuent-ils à la mobilisation des électeurs ? (4 points).

Document 1

Croissance économique et évolution de la demande globale en France (en %).



Source : OCDE, 2013

Document 2

Le risque que les déséquilibres de l'économie chinoise débouchent sur une crise est aujourd'hui de plus en plus souvent mis en avant par les analystes. (...) La croissance s'est établie à 7,7 % en 2012 et en 2013, contre 10 % par an en moyenne entre 1999 et 2011. Si ce ralentissement a pu être amplifié par des facteurs conjoncturels (contrecoup des plans de relance, resserrements monétaires, crise de la zone euro), il présente avant tout un caractère structurel. En effet, les changements démographiques, les contraintes naturelles et écologiques, notamment en matière de ressources en hydrocarbures, et surtout l'essoufflement de la dynamique de rattrapage, accréditent l'idée d'une croissance durablement inférieure à 10 %. (...) Fort logiquement, les importations chinoises, et donc la contribution de la Chine au commerce mondial dans son ensemble, ont fortement ralenti. (...) Pour la France, les conséquences restent limitées : le ralentissement de l'ordre de 3 points par an de la demande intérieure chinoise se traduit par une perte de 0,1 point de croissance annuelle du PIB français. Par ailleurs, le rééquilibrage de l'économie chinoise se traduit par une amélioration significative du solde des échanges avec la Chine depuis 2008, notamment dans les services. (...)

Source : D. Roucher, B. Xu, La Chine ralentit : quels risques pour l'économie mondiale ?, Insee, note de conjoncture juin 2014.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez comment le libre-échange permet la croissance économique.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

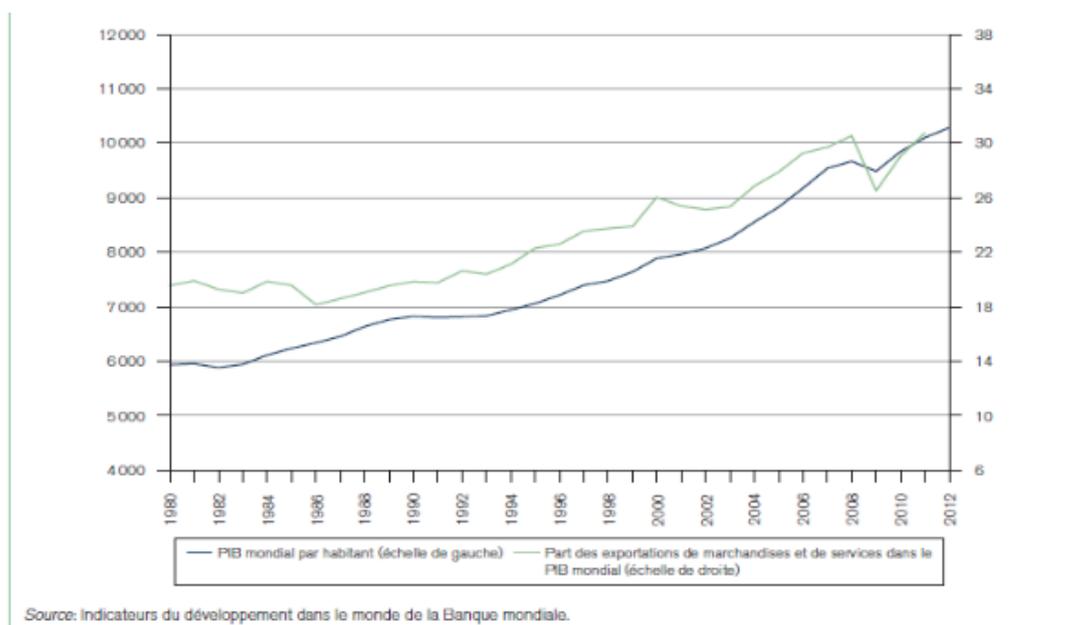
Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Faites une phrase donnant la signification des données pour 1980 (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Montrez que le vote est un répertoire d'action politique particulier. (3 points).
3. Qu'est-ce qu'un mode de scrutin majoritaire ? (3 points).

Document 1 : PIB mondial par habitant et part des exportations de marchandises et de services dans le PIB mondial, (en dollars des Etats-Unis d'Amérique de 2005 et %)



Source : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Document 2

Le Bangladesh a émergé dans le domaine de l'habillement à partir des années 1990, en exploitant, comme de nombreux pays en développement avant lui, « l'avantage » du coût extrêmement bas de sa main-d'œuvre. Avec 5% des exportations mondiales dans ce secteur, il occupe depuis 2009 la deuxième place derrière la Chine (38%).

La comparaison des coûts horaires de travail dans le textile effectuée régulièrement par le cabinet Werner indiquait qu'en 2008 les coûts bangladais, au taux de change courant, étaient les plus bas du monde : 50 fois moins élevés que ceux des États-Unis par exemple. Les écarts de productivité du travail sont évidemment bien moindres, particulièrement dans la confection qui reste, partout dans le monde, très intensive en main-d'œuvre. La différence, partagée tout au long de la chaîne qui va des donneurs d'ordre internationaux aux ateliers bangladais, et de là, *via* les distributeurs, aux consommateurs européens ou américains, est suffisamment importante pour avoir suscité la création de milliers d'unités de production. On estime qu'elles emploient 3,5 millions d'ouvriers, sur un total mondial de 40 millions. [...]

Le développement de l'industrie de l'habillement continue d'être un facteur important du recul de la pauvreté qui touchait près de 60% de la population bangladaise en 1992 et moins d'un tiers en 2010.

Source : CEPIL, Faits & Chiffres du 7 mai 2013 par Agnès Chevallier

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous mettrez en évidence les principaux facteurs expliquant les choix de localisation des firmes multinationales.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comparez le coût de la main d'œuvre en euros par heure en Pologne et au Royaume-Uni. (document 1)
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Illustrez la gouvernance multi-niveaux (3 points) 3. Quelle est la contribution des partis politiques à la mobilisation électorale ? (4 points)

Document 1

Salaire mensuel minimum et coût horaire de la main d'œuvre au sein de l'Union européenne

	Salaire minimum brut en euros par mois en 2014 (1)	Coût de la main d'œuvre en euros par heure en 2013 (2)
Bulgarie	174	4
Espagne	753	21
France	1430	34
Pays-Bas	1486	33
Pologne	404	8
Portugal	566	12
Royaume-Uni	1251	21

(1) au premier semestre

(2) coût horaire par salarié en équivalent-temps plein (hors apprentis) dans les entreprises de l'industrie, de la construction et des services (hors administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire).

Source : Eurostat

Document 2

Les questions liées à la délocalisation et à la désindustrialisation font la une des journaux et posent des problèmes difficiles aux gouvernements. Comment maintenir l'attractivité des territoires des pays européens à haut niveau de vie, alors que la Chine ou les nouveaux membres de l'Union européenne offrent aux firmes des localisations à coûts nettement plus bas ? En même temps, compte-tenu de la faiblesse des coûts de transaction au niveau mondial et de la mobilité internationale des firmes, du travail qualifié et de la technologie, le fait qu'il reste des usines en France serait difficile à expliquer si les firmes ne choisissaient leur localisation qu'en fonction des coûts. Pourquoi les firmes allemandes réalisent-elles 80% de leurs investissements directs à l'étranger dans des pays à coûts salariaux élevés ? Pourquoi la Chine ne représente-t-elle que 1% des localisations des firmes allemandes, 2% des ventes et 3% des personnels de leurs filiales à l'étranger ? Et les pays de l'Europe de l'Est respectivement 4%, 7% et 16%.

Source : L'Économie mondiale 2006, CEPII La Découverte Coll. Repère

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous expliquerez comment la Banque Centrale Européenne (BCE) participe à la coordination des politiques économiques à l'intérieur de la zone euro.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Comment a évolué le taux d'inflation entre 2008 ④ et 2010 ⑤. (Document 2).

Questions complémentaires de connaissances (6 points)

2. Qu'est-ce que la socialisation politique ? (3 points)
3. Citez deux variables lourdes du comportement électoral ? (3 points)

Document 1 :

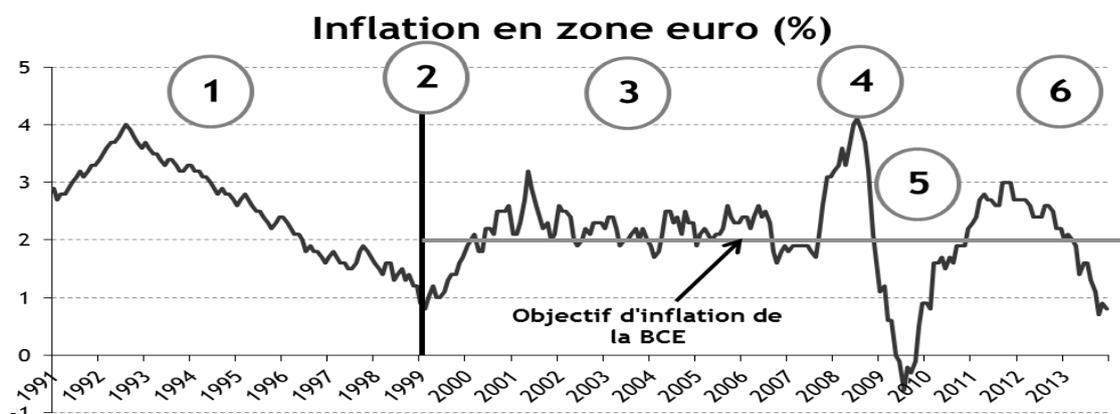
En annonçant le rachat de 60 milliards d'euros de dette chaque mois, la Banque centrale européenne (BCE) a lancé une mesure inédite, jeudi 22 janvier, lors de la traditionnelle conférence de presse de son président, Mario Draghi.

Étalé sur dix-huit mois, jusqu'en septembre 2016, le programme pèse au total plus de 1 000 milliards d'euros. La BCE a par ailleurs annoncé qu'elle laissait son principal taux directeur inchangé, au niveau historiquement bas de 0,05 %.(....)

Ces mesures non conventionnelles, qui concernent à la fois les dettes publiques (des Etats) et privées (des entreprises), ont pour objet de remettre les 19 pays membres sur la voie d'une croissance solide et d'éloigner la menace déflationniste pesant sur la zone euro. Les prix en zone euro ont baissé de 0,2 % sur un mois en décembre, signant leur premier recul depuis octobre 2009. Ce repli, lié en grande partie à l'effondrement du cours du pétrole, a ravivé en Europe les craintes d'un scénario de déflation.

Source : Le Monde / article du 22/01/2015

Document 2 :



Source : Les Echos, Sylvain Foutan , le 06/02/2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous analyserez le rôle du marché comme instrument de politique climatique.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

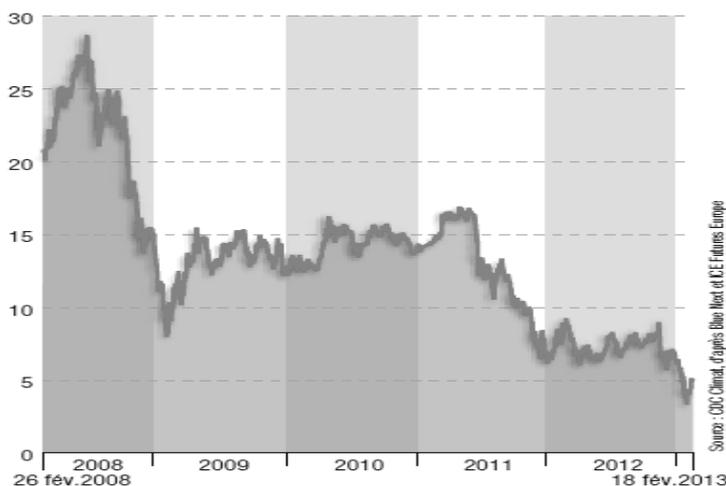
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Mesurez l'évolution du prix de la tonne de CO₂ entre février 2008 et février 2013.
(Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez la notion de « vote sur enjeu » ? (4 points)
3. Qu'est-ce-que la gouvernance multi-niveaux ? (3 points)

Document 1 : Evolution du prix au comptant des crédits carbone, en euros/tonnes de CO₂



Source: Alternatives économiques n° 322, mars 2013

Document 2

Le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), mis au point par l'Union européenne, est la pierre angulaire de la stratégie européenne pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de façon optimale d'un point de vue coût/efficacité

Introduit début 2005, le SCEQE est le premier système international de plafonnement des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et autres gaz à effet de serre dans les entreprises mis en place à l'échelle mondiale. Fondé sur les nouveaux mécanismes définis par le protocole de Kyoto – le mécanisme des échanges d'émissions, le mécanisme de développement propre (MDP) et le mécanisme de mise en œuvre conjointe (MOC) –, ce système obligatoire est rapidement devenu le moteur du développement d'un marché international du carbone.

En attribuant un prix à chaque tonne de dioxyde de carbone émise, le SCEQE stimule les investissements dans le domaine des technologies à faibles émissions de CO₂. Ce système a obligé les conseils d'administration des entreprises à mettre le coût des émissions à l'ordre du jour, stimulant l'ingéniosité et la créativité au sein des entreprises en quête de méthodes innovantes et plus économiques pour combattre le changement climatique.

Source :

http://www.europedirectplr.fr/upload/file/action_ue_lutter_contre_changement_climatique.pdf

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS)

Vous montrerez que la croissance économique peut être compatible avec la préservation de l'environnement.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS)

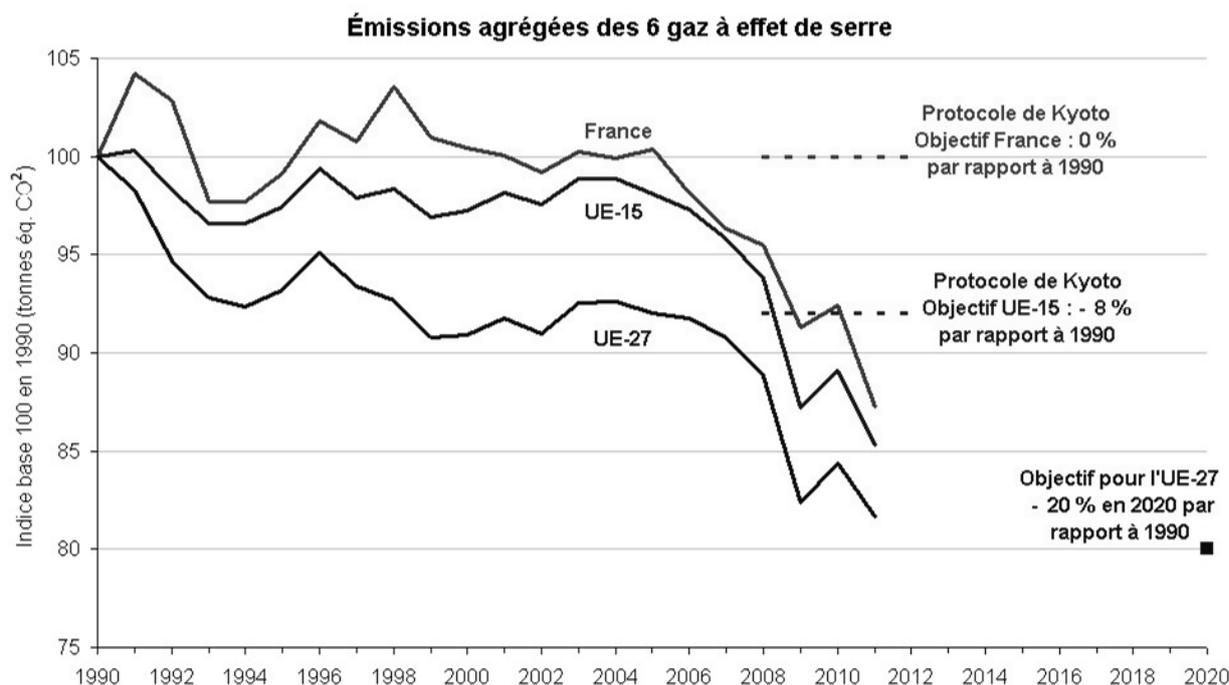
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Décrivez l'évolution des émissions agrégées de gaz à effet de serre en France. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez le principe de subsidiarité. (3 points)
3. Distinguez scrutin majoritaire et scrutin proportionnel. (4 points)

Document 1



Source : SoeS/Service de l'observation et des statistiques
(du Commissariat général au développement durable), 2013

Document 2

La Chine, premier pays émetteur de CO₂ de la planète [...], est aussi celui des énergies renouvelables. Son objectif de tirer de ces sources 15% de ses besoins en 2020 sera probablement dépassé [...]. La puissance éolienne installée (2,5 GW en 2006) reste encore très loin de celle des Etats-Unis (11,6 GW) et de l'Union européenne (48 GW), mais la Chine réduit rapidement l'écart. Côté solaire thermique, le pays comptait 100 millions de mètres carrés de capteurs en 2006, soit la moitié de la surface installée dans le monde, avec des coûts de production cinq à huit fois moindres qu'en Europe ou aux Etats-Unis. Constats similaires dans le photovoltaïque ou le biogaz. Cette évolution salutaire n'a pas empêché une inquiétante progression de la consommation de carbone rapportée au produit intérieur brut (PIB) depuis 2002, liée au boom de l'automobile et de la construction.

Source : Antoine de Ravignan, *Alternatives Economiques* n° 265, janvier 2008

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Montrez que l'efficacité de la politique climatique repose sur la complémentarité de différents instruments.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Que signifient les données soulignées ? (document 1).</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? (3 points). 3. Distinguez régime parlementaire et régime présidentiel. (4 points).</p>

Document 1 : Emissions de CO₂⁽¹⁾ par habitant liées à la consommation d'énergie ⁽²⁾

En tonnes de CO ₂ / habitant	1990	2009	Evolution 1990-2009 (%)
Europe et ex-URSS	9,4	7,1	-24,8
<i>dont : Union européenne à 27</i>	8,6	7,1	-16,6
<i>Ex-Union européenne à 15</i>	8,4	7,4	-12,7
<i>dont : Allemagne</i>	12,0	9,2	-23,5
<i>Espagne</i>	5,3	6,2	+16,9
<i>France</i>	6,1	5,5	-9,3
<i>Italie</i>	7,0	6,5	-7,7
<i>Royaume-Uni</i>	9,6	7,5	-21,4
<i>12 nouveaux États</i>	9,1	6,4	-29,9
<i>membres</i>			
<i>dont : Russie</i>	14,8	10,8	-26,8
Monde	4,0	4,3	+7,8

. Source : *Chiffres et statistiques*, Commissariat Général au développement durable, 2011

(1) CO₂ : le dioxyde de carbone est un gaz à « effet de serre » contribuant au réchauffement climatique.

(2) Émissions dues à la consommation d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon...) pour un usage final (transport, chauffage...) ou non (production d'électricité, raffinage de pétrole...).

Document 2

Les taxes et les permis d'émission sont souvent opposés l'un à l'autre. (...) La revue des instruments politiques qui se mettent progressivement en place dans le cadre de l'action contre le changement climatique montre pourtant clairement qu'ils sont bien plus complémentaires que concurrents. (...) Des États européens comme le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont en effet réussi à instituer une taxe carbone. (...) Dans la pratique, la difficulté pour les pouvoirs publics est moins de choisir entre les différents instruments que de trouver la bonne combinaison entre eux et d'en réunir les conditions d'acceptabilité. (...) L'acceptabilité de la taxe est d'autant plus un enjeu dans le contexte d'un accord international sur le climat que l'imposition d'une taxe au niveau international soulève des questions de souveraineté. De fait la taxe est moins acceptable qu'un système de permis, comme on l'a vu dans le cadre du Protocole de Kyoto (1) et au niveau européen.

(1) En 1997, le Protocole de Kyoto a fixé des quotas visant à réduire globalement les émissions de gaz à effet de serre de 5 % entre 2008 et 2012 par rapport à la situation de 1990.

Source : « Normes, écotaxes, marchés de permis : quelle combinaison optimale face au changement climatique ? », de PERTHUIS Christian, SHAW Suzanne, LECOURT Stephen, Les Cahiers du Programme de Recherche en Economie du Climat, juin 2010.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez la complémentarité des instruments en matière de politiques climatiques.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Indiquez quels calculs ont été effectués pour trouver les données soulignées (Doc 1).</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? (3 points)</p> <p>3. Montrez que la culture politique peut influencer les comportements politiques. (4 points)</p>

Document 1

Les 3 phases du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE)

	Phase I (2005-2007)	Phase II (2008-2012)	Phase III (2013-2020)
Moyenne des émissions de CO ₂ (UE 27 - Mt/an)	4825	4402 (2012 exclu)	-
Evolution de la moyenne des émissions par rapport à 1990 (UE 27 – 1990 : 5320 Mt)	-9,3%	-17,25%	- 21% (Objectif 2020)
Moyenne des quotas alloués (UE 27 – Mt/an)	2298,5	2086,5	1908
Gaz concernés	CO ₂	CO ₂	CO ₂ , NO ₂ , PFCs
Secteurs concernés	Combustion, Raffinage, Fer, Acier, Métaux, Ciment, Chaux, Verre, Céramique, Papier	Idem + secteur aérien (2012)	Idem + Pétrochimie, Ammoniaque, Aluminium, Captage, Transport, stockage de CO ₂

Source : Agence européenne de l'environnement.

Note : Mt signifie mégatonne(s) c'est-à-dire million(s) de tonnes.

Document 2

Il se trouve que la réglementation par la norme, bien qu'adaptée à certaines problématiques environnementales, n'est pas la solution la plus judicieuse en toute circonstance. [...] Du point de vue de l'efficacité économique, l'utilisation de normes devient moins adaptée lorsqu'il s'agit de réguler des sources d'émission hétérogènes, comme dans le secteur de production d'électricité, où peuvent être utilisés différents combustibles et technologies selon la nature de la demande d'électricité à fournir. [...]

[Par ailleurs] la norme n'a pas de caractère incitatif. Les agents économiques ne sont pas encouragés à faire mieux que ce qu'elle prescrit, contrairement à certains instruments économiques, tels que la taxe.

Le protocole de Montréal a montré la pertinence d'une approche réglementaire, concertée au niveau des Nations-Unies, pour contrer une pollution globale dans un contexte bien particulier [...]. Aucune de ces conditions n'est remplie dans le cas du changement climatique. Il y a un très grand nombre d'activités humaines à l'origine des émissions de gaz à effet de serre (GES). Utiliser la méthode réglementaire exigerait une panoplie très large et très coûteuse de dispositions encadrant tous les recoins de la vie économique et sociale.

Source : Christian de Perthuis et Suzanne Shaw,

« Normes, écotaxes, marchés de permis : quelle combinaison optimale ? »

Cahiers français, n°355, mars-avril 2010.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les inégalités ont un caractère multiforme et cumulatif.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

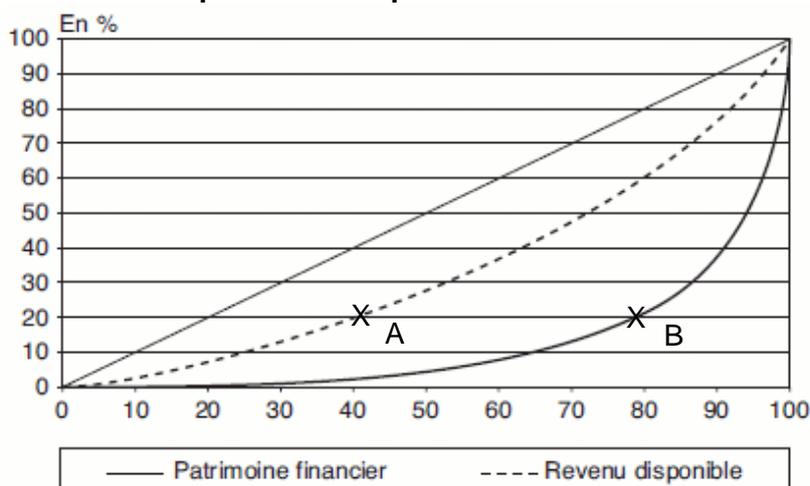
1. Formulez une phrase donnant la signification des points A et B. (Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. A partir d'un exemple, montrez que la société civile organisée contribue au fonctionnement de la démocratie. (3 points)
 3. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? (3 points)

Document 1

Concentration du revenu disponible et du patrimoine financier des ménages en France



Champ : ménages dont la personne de référence n'est pas étudiante et dont le revenu déclaré est positif ou nul.

Les données sont des pourcentages cumulés. L'axe des abscisses correspond aux ménages et l'axe des ordonnées aux parts de revenu ou de patrimoine.

Sources : « La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités », BACLET Alexandre et RAYNAUD Emilie, *Economie et statistique*, 2008

Document 2

Les inégalités face à la santé sont, plus ou moins directement déterminées par d'autres inégalités : les conditions dans lesquelles les individus travaillent – ou plus exactement les inégalités de conditions de travail - constituent ainsi l'une des causes principales des inégalités de santé. Mais les différences de modes de vie ou les inégalités d'accès aux soins n'en jouent pas moins leur rôle. A l'inverse, les inégalités face au logement induisent ou influent sur d'autres types d'inégalités pour, bien souvent, les aggraver, qu'il s'agisse de la réussite scolaire des enfants, variable selon qu'ils disposent ou non d'une chambre individuelle par exemple, des possibilités d'accéder à certains services inégalement répartis sur le territoire, ou des risques pour la santé des individus.

Source : Note de lecture de Henri Echert, A Bihl et R .Pfeffekorn, *Le système des inégalités*, Repères, La découverte, 2008, publiée dans *Formation emploi*, 2008, n°104

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les inégalités économiques sont cumulatives.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Formulez une phrase donnant le sens des données soulignée.

(Document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez ce qu'est le principe de subsidiarité (3 points)
 3. Comment les partis politiques contribuent-ils au fonctionnement de la démocratie ? (4 points)

Document 1

Niveau de vie et indicateurs d'inégalités

Niveau de vie annuel en euros (1)	2010	2011	2012
Premier décile : D1	<u>10 830</u>	10 740	10 610
Cinquième décile : D5	19 930	19 940	19 740
Neuvième décile : D9	37 380	38 200	37 430
Rapport inter-décile : D9/D1	3,5	3,6	<u>3,5</u>

(1) : en Euros constants de 2012

Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee, 2015

Document 2

En 2010, les 10 % de ménages les mieux dotés en patrimoine possèdent au minimum 552 300 euros d'actifs (D9), alors que les 10 % les plus modestes en termes de patrimoine détiennent au maximum 2 700 euros (D1) chacun, soit 205 fois moins.[...]. Collectivement, les 10 % de ménages les mieux dotés concentrent 48 % de la masse totale de patrimoine brut. Les 5 % les mieux dotés en détiennent à eux seuls 35 % et les 1 %, 17 %. Les ménages de ce dernier centile possèdent chacun au moins 1 885 200 euros de patrimoine brut. À l'opposé, 50 % des ménages les moins dotés détiennent 7 % du patrimoine brut, et les 10 % les plus modestes n'en détiennent que 0,05 %.

Source : Hélène Chaput, Kim-Hoa Luu Kim, Laurianne Salembier, Julie Solard, division Revenus et patrimoine des ménages, Insee Première N°1380, novembre 2011

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS)

Vous mettrez en évidence le caractère multiforme des inégalités.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS)

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase exprimant le sens de la donnée soulignée et en gras dans le document 1. (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Dans le cadre de la construction européenne, expliquez le principe de subsidiarité. (4 points)

3. A l'aide d' un exemple, montrez les caractéristiques du régime parlementaire ? (3 points)

Document 1

Revenus salariaux médians des salariés du secteur privé et semi-public de 25 à 55 ans selon la catégorie socioprofessionnelle en 2011

	Revenu salarial médian (en euros 2011)					Rapport Cadres / Ouvriers non qualifiés
	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Professions intermédiaires	Cadres	
2007	11 970	17 863	13 928	22 423	36 302	3,03
2008	11 797	18 039	13 958	22 371	36 196	3,07
2009	13 075	18 356	14 939	22 812	35 551	2,72
2010	12 926	18 308	14 840	22 831	35 614	<u>2,76</u>
2011	12 987	18 424	14 912	22 708	34 996	2

Source: INSEE

DADS

Document 2

Les bouleversements de la structure sociale et les évolutions de la pensée sociologique ont conduit à des travaux sur les inégalités s'appuyant sur de nouveaux critères comme le genre, la dimension sociospatiale, et la discrimination raciale. Du fait que "chacun d'entre nous possède plusieurs statuts, plusieurs identités plus ou moins valorisées et reconnues engendrant plusieurs formes d'inégalités", il y a un processus d'individualisation de ces dernières. La réduction des inégalités entre les genres, notamment en matière salariale et professionnelle, s'est interrompue depuis une décennie. Concernant la sphère domestique, les femmes supportent une part plus importante des tâches. (...) La ségrégation sociospatiale marque une dualisation de l'espace urbain (...). La ghettoïsation tend à se renforcer, notamment par le haut.

Malgré une importante intégration culturelle et linguistique, les jeunes issus de l'immigration subissent une forte discrimination raciale qui se traduit par un accès à l'emploi et à la formation plus ardu, ce qui freine leur mobilité sociale.

Aide-mémoire - Sciences sociales, A. BEITONE, SIREY, 2012.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez le caractère multiforme des inégalités.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. A l'aide d'un coefficient multiplicateur, comparez les différences de salaire mensuel en 2006 des 1% les mieux payés et des 0,01% les mieux payés. (Document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? (3 points)</p> <p>3. Comment les partis politiques contribuent-ils à mobiliser les électeurs ? (4 points)</p>

Document 1

Evolution des hauts salaires en France entre 1998 et 2006

	Salaire mensuel en 2006	Evolution 1998-2006 (%)	Evolution 1998-2006 (€/mois)
0,01 % les mieux payés	83 410	68,9	34 026
0,1 % les mieux payés	28 661	35,8	7 556
1 % les mieux payés	10 844	18,3	1 677
5 % les mieux payés	5 831	10,6	559
10 % les mieux payés	4 477	8,2	339
90 % les mieux payés	1 254	0,9	11

Source: Camille Landais (2008), « Top incomes in France: booming Inequalities », Ecole d'économie de Paris,

Document 2

De fortes inégalités sociales dans le champ scolaire questionnent nos sociétés démocratiques et ébranlent nos certitudes méritocratiques. Ces inégalités, toutefois, pèsent d'autant plus que les sociétés accordent une grande importance aux diplômes, faisant des titres scolaires un facteur décisif pour accéder aux différents échelons de la stratification sociale. Ce constat est particulièrement vrai en France : non seulement l'origine sociale pèse lourdement sur la réussite scolaire, mais l'« emprise » du diplôme reste très forte. En fin de compte, une part importante du destin des individus est liée à un titre scolaire obtenu à l'issue d'une compétition d'emblée biaisée d'un point de vue social. Certes, dans tous les pays occidentaux, la qualité de l'insertion sur le marché du travail est proportionnelle au niveau d'éducation. Plus le niveau de diplôme est élevé, plus la probabilité d'éviter le chômage est forte, tout comme celle d'obtenir un emploi stable et bien rémunéré. Cependant, ce lien entre formation et insertion professionnelle se révèle particulièrement étroit en France.

Source : Le destin au berceau, Camille PEUGNY, 2013.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez le caractère multiforme des inégalités.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Comparez le patrimoine net médian des agriculteurs et des ouvriers non qualifiés. (Document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Expliquez le principe de subsidiarité. (4 points)</p> <p>3. Qu'est-ce que la démocratie délibérative ? (3 points)</p>

Document 1 : Montant des patrimoines nets médians en € selon la catégorie sociale

Agriculteur	539 200
Artisan, commerçant, industriel	266 800
Profession libérale	482 600
Cadre	214 500
Profession intermédiaire	111 000
Employé	21 700
Ouvrier qualifié	28 800
Ouvrier non qualifié	5 500

Source : Insee – données 2010

Document 2

Qu'il s'agisse de musée, de cinéma ou de théâtre, les écarts de pratiques entre milieux ne se resserrent pas. On note même une diminution très nette de la fréquentation des musées et du théâtre chez les employés. Et les inégalités se sont accrues sensiblement dans le domaine de la lecture entre ouvriers et employés, d'un côté, et cadres, de l'autre. « *Les différences entre milieux sociaux ont eu tendance à se creuser au cours de la dernière décennie du fait du décrochage d'une partie des milieux populaires* », explique Olivier Donnat. Entre 1997 et 2008, la part de non-lecteurs chez les employés s'est élevée de 19 % à 32 %, contre 7 % à 10 % chez les cadres... Des revenus au niveau de diplôme, en passant par l'histoire familiale ou l'habitude de fréquenter tels ou tels lieux, un grand nombre de facteurs s'imbriquent pour lier le milieu social et les pratiques culturelles qui, d'ailleurs, ne peuvent se hiérarchiser de façon simple.

Source : Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, co-directeurs du « *Dictionnaire des inégalités* », Armand Colin, 2014.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les inégalités peuvent se cumuler.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

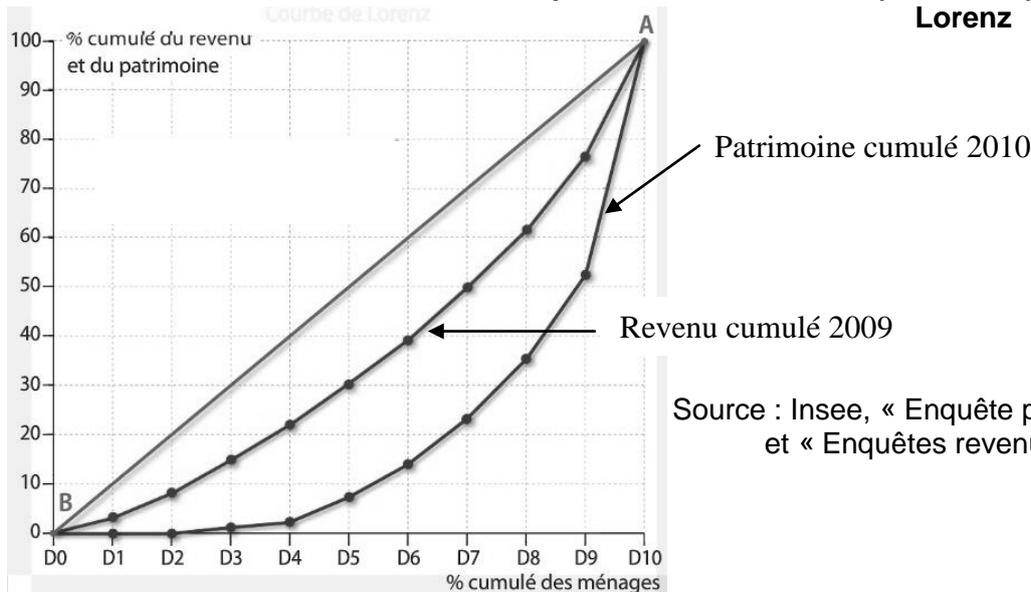
1. Montrez à l'aide de données chiffrées que les inégalités de patrimoine sont plus importantes que les inégalités de revenu. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Donnez une définition du principe de subsidiarité. (3 points)
3. Distinguez les différents modes de scrutin. (4 points)

Document 1

Distribution des niveaux de vie et des patrimoines en France (2009-2010) - Courbe de Lorenz



Source : Insee, « Enquête patrimoine 2010 »
 et « Enquêtes revenus fiscaux 2009 »

Document 2

La pauvreté est une réalité multidimensionnelle [...] concernant l'ensemble des aspects de l'existence individuelle et collective : forte instabilité professionnelle, faiblesse des revenus primaires, dépendance importante à l'égard des revenus de transferts [...] faible niveau de formation générale et professionnelle [...], relations sociales limitées, éloignement de la vie politique [...]. En définitive, la pauvreté n'est pas seulement le défaut d'avoir (expropriation des moyens de production et de consommation, revenus insuffisants ou irréguliers, absence de réserve et de patrimoine). C'est plus fondamentalement le défaut de pouvoir : absence de maîtrise sur les conditions matérielles et institutionnelles de sa situation, précarité [...] et dépendance institutionnelle (notamment à l'égard des organismes de protection sociale) qui en résultent, fragilité des réseaux de socialisation (milieu professionnel, voisinage, association) [...]. La pauvreté c'est enfin le défaut de savoir : non seulement la disqualification scolaire, le défaut de capital scolaire [...] et culturel [...], mais plus fondamentalement encore la faible capacité à symboliser, à se construire une représentation cohérente du monde, à s'y repérer et à s'y orienter de manière à pouvoir le transformer à son avantage.

Source : A. BIHR, R. PFEFFERKORN, *Déchiffrer les inégalités*, 2^e édition, Syros, 1999.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Montrez que les inégalités ont un caractère multiforme et cumulatif.
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Présentez l'information fournie par les trois données encadrées dans le document 1.
Questions complémentaires de connaissances 2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? (3 points) 3. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? (4 points)

Document 1

Répartition des 15-64 ans par niveau de diplôme en 2012
(hors personnes en cours d'études)

En %	Non issus de l'immigration	Descendants d'immigrés	Dont			Immigrés	Dont		
			Europe	Afrique	Autres		Europe	Afrique	Autres
Supérieur	31,3	25,7	26	24	33	24,9	25	22	31
Secondaire	44,4	44,6	46	43	39	30,3	33	31	26
Non-diplômés	24,3	29,8	28	34	28	44,8	42	47	44
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Champ : population des ménages de France métropolitaine

Source : MINNI Claude, OKBA Mahrez, Emploi et chômage des descendants d'immigrés en 2012, DARES Analyses, mars 2014, n° 23

Document 2

Les centres-villes [...] s'embourgeoisent, les périphéries s'appauvrissent, les classes moyennes, qui ne peuvent pas vivre dans le centre s'éloignent de la ville, les pauvres s'éloignent encore plus pour fuir les grands ensembles dégradés. [...] En bout de chaîne se créent des quartiers qui concentrent toutes les inégalités et toutes les difficultés sociales. Pour peu que ces quartiers soient enclavés, que les familles immigrées y soient installées après que les classes populaires et moyennes les ont fuies, que le chômage y touche près de 40% des ménages, que l'échec scolaire se présente comme la norme, que la police essaie plus ou moins d'y contrôler le « business », que les aides sociales y soient presque aussi indispensables que les salaires, il se forme des « ghettos » dont presque chaque ville de France possède un exemplaire au moins. D'abord produit par le jeu de la recherche de l'entre-soi et de la marginalisation des plus pauvres et des nouveaux venus, le ghetto urbain finit par former un monde propre dont la sociabilité se referme sur elle-même, se protège, accentue la distance avec son environnement. Le ghetto participe alors à sa propre production, bien que ses habitants n'aient jamais vraiment eu le choix de vivre ailleurs.

Source : DUBET François, *La préférence pour l'inégalité*, Seuil, 2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Comment l'origine sociale des parents influence-t-elle la réussite scolaire ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Faîtes une phrase avec les données en gras soulignées du document 1

Questions complémentaires de connaissances

2. Vous montrerez le rôle des groupes d'intérêt dans le fonctionnement de la démocratie. (3 points)
3. Expliquez en quoi consiste un vote sur enjeu. (3 points)

Document 1

Origine sociale des étudiants français en 2011-2012 en %

Champ : France métropolitaine plus DOM

	Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprises	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Université	9,2	30,6	12,7	12,2	10,4
IUT	11,9	28,6	16,3	14,8	14,5
BTS	12,7	16	14,4	17,1	<u>21,3</u>
Classes préparatoires	10,9	<u>50,9</u>	12,7	9,4	6,3
Ecoles d'ingénieurs	11,8	47,1	11,1	6,4	5,1
Ecoles de commerce	14,9	37,9	7,2	6	2,2

Source : Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Document 2 :

Les inégalités sociales face à la réussite scolaire ne tiennent pas tant, selon P.Bourdieu et JC Passeron, à des différences de richesse qu'à des différences de culture (...)

Le privilège culturel des catégories sociales favorisées permet aux étudiants qui en sont issus d'entretenir un rapport libre et distancié avec cette culture (...)

Pour les enfants de paysans, d'ouvriers, d'employés ou de petits commerçants, tous éloignés de la culture de l'élite valorisée par l'école, l'acquisition de la culture scolaire (...) implique une distanciation vis à vis de la culture d'origine pour mieux s'imprégner des normes et valeurs de l'école. « Pour les uns, l'apprentissage de la culture de l'élite est une conquête, pour les autres, un héritage »

Source : A. Jourdain, S. Naulin, la théorie de P. Bourdieu et ses usages sociologiques A. Colin 2011

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Expliquez comment l'évolution de la structure de la population active affecte la mobilité sociale.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. A l'aide d'un calcul, mesurez l'évolution de la mobilité structurelle masculine entre 1977 et 2003. (document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Vous illustrerez l'évolution des répertoires d'action politique. (3 points)</p> <p>3. Quelles sont les caractéristiques du régime présidentiel ? (4 points)</p>

Document 1

Evolution globale de la mobilité masculine

	1977		1993		2003	
	En % de l'ensemble	En % des mobiles	En % de l'ensemble	En % des mobiles	En % de l'ensemble	En % des mobiles
Immobilés	43		34,7		35,3	
Mobilité brute	57	100	65,3	100	64,7	100
Mobilité structurelle	20,3	35,6	22,3	34,1	24,7	38,2
Mobilité nette	36,7	64,4	43,1	65,9	40	61,8

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans.

Source : Stéphanie Dupays, INSEE, *Données sociales, La société française*, édition 2006.

Document 2

<p>C'est après la Seconde guerre mondiale que le nombre d'ouvriers croît le plus vite : en 1962, ils sont 7,4 millions (dont 0,8 million d'ouvriers agricoles), soit 39 % de la population en emploi. Aujourd'hui, on ne recense guère plus de 6 millions d'ouvriers, soit moins d'un emploi sur quatre. Conséquence du recul de l'industrie, le nombre et surtout la part des ouvriers ont fortement diminué depuis une bonne trentaine d'années. (...)</p> <p>En revanche, depuis le début des années 1960, les professions salariées non ouvrières ont progressé de façon continue. La part des employés s'accroît de 10 points (18,3 % en 1962, 28,4 % en 2007), même si elle semble plafonner depuis le tournant des années 2000. Le poids des professions intermédiaires progresse de près de 14 points (de 11,1 % à 24,8 %) et celui des cadres de plus de 11 points (de 4,7 % à 15,8 %).</p>
--

Source : Olivier Marchand, *INSEE Première* n° 1312, « 50 ans de mutations de l'emploi ».

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Expliquez comment la famille participe au processus de reproduction sociale.
QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Faites une phrase exprimant le sens de chacune des données soulignées. (document 1)
Questions complémentaires de connaissances 2. Rappelez les effets du mode de scrutin majoritaire sur la sélection des gouvernants. (3 points) 3. Qu'appelle-t-on le « vote sur enjeu » ? (4 points)

Document 1: L'origine sociale des élèves de la 6^{ème} aux classes préparatoires

En %	Elèves de 6 ^{ème}	Ensemble bacheliers	Bacheliers généraux	Bacheliers généraux avec mention	Inscrits en CPGE(1)
Ouvriers, inactifs	38	<u>29</u>	19	15	9
employés	18	16	14	11	7
Agriculteurs, artisans, commerçants	11	11	10	9	9
Professions intermédiaires	17	21	24	23	20
Cadres supérieurs, professions libérales	16	23	33	42	<u>55</u>
Ensemble	100	100	100	100	100

(1) Classes préparatoires aux grandes écoles

Source: Ministère de l'Education Nationale, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, "Suivi après le bac des élèves entrés en 6^{ème} en 1995"

Document 2

En fonction de leur origine sociale, les individus ont en moyenne une réussite scolaire plus ou moins bonne. En même temps, leurs motivations sont affectées par l'origine sociale : les coûts socio-économiques d'une année de scolarité supplémentaire tendent à croître à mesure que la classe sociale est plus basse ; en outre, les avantages anticipés d'un supplément de scolarité tendent à être perçus comme d'autant plus faibles que la classe sociale est plus basse (en effet, un individu de classe basse atteint plus vite le niveau scolaire lui permettant d'espérer un statut social supérieur à celui de sa famille d'origine) ; enfin, le risque encouru à s'engager dans un investissement scolaire varie avec la classe sociale. [...] Etant donné que le système scolaire propose aux individus une suite d'orientations au cours de leur carrière scolaire, il en résulte que l'effet des différences de motivation est multiplicatif. La conclusion est claire : la différence dans l'appréciation des risques, des coûts et des avantages est la principale cause des inégalités scolaires.

Raymond Boudon, "Les causes de l'inégalité des chances scolaires", Conférence prononcée à la fondation St-Simon, 1990

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous analyserez le rôle de la famille dans le processus de mobilité sociale.
QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. A partir de données chiffrées, montrez l'intérêt de la diagonale de cette table de mobilité. (Document 1)
Questions complémentaires de connaissances 2. Quelles sont les principales caractéristiques d'un régime parlementaire ? (4 points) 3. Montrez que le vote est un rituel. (3 points)

Document 1 :

Table de destinée des hommes actifs occupés, entre 40 et 59 ans, en %, en 2003.

Catégorie socioprofessionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle du fils						
	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre et profession intellectuelle supérieure	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur	22	6	9	17	9	37	16
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	1	21	22	24	9	24	12
Cadre et profession intellectuelle supérieure	0	6	52	26	6	9	8
Profession intermédiaire	0	8	33	33	9	17	11
Employé	1	7	22	28	17	26	9
Ouvrier	7	8	10	23	12	46	43
Ensemble	4	9	19	24	11	34	100

Source : INSEE, enquête FQP , 2003

Document 2

Certains parents font mettre la table à leurs enfants simplement pour qu'ils donnent un coup de main ; d'autres y trouvent l'occasion de travailler la latéralisation. Ces derniers parents, plus souvent diplômés, ont sans doute l'habitude de poser à leurs enfants des questions rhétoriques (« *Comment ça s'appelle ?* »), de solliciter leur avis de manière fondée (« *Qu'en penses-tu ? Qu'est-ce qui t'amène à le penser ?* »), les préparant d'autant mieux aux apprentissages scolaires. Or, cela reste un point aveugle pour l'école ; « *cette indifférence aux différences* », comme le disait déjà *Les Héritiers*, reste une source majeure d'inégalités. (...) L'importance de la transmission d'un héritage culturel, inégal selon l'origine sociale, n'est pas démentie. Des recherches sur les cas atypiques de réussite en milieu populaire, ou à l'inverse d'échec d'héritiers, ont conduit à nuancer le caractère systématique de cette transmission : la présence ou non d'une culture de l'écrit (...), d'un « climat de confiance », d'un intérêt des deux parents pour la vie scolaire de l'enfant font des différences. Mais c'est encore là une façon de montrer combien la transmission reste cruciale, tant les apprentissages scolaires continuent de s'appuyer sur des savoirs que l'école ne transmet pas.

Propos de Stéphane Bonnéry recueillis par Xavier Molénat,
 « *Les Héritiers cinquante ans après* » *Sciences Humaines* n° 264, novembre 2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que la mobilité sociale est influencée par l'évolution de la structure socioprofessionnelle.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Faites une phrase donnant le sens des 3 données soulignées. (Document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Comment évoluent les répertoires de l'action politique ? (3 points)</p> <p>3. Quelles sont les caractéristiques d'un régime semi-présidentiel ? (4 points)</p>

Document 1

Table de destinée sociale en 2003 (en %)

PCS du fils	PCS du père						Ensemble
	1	2	3	4	5	6	
1. Agriculteur	<u>22</u>	1	0	0	0	1	4
2. Artisan, commerçant, chef d'entreprise	6	21	6	8	7	8	9
3. Cadre et profession intellectuelle supérieure	9	22	52	33	22	10	19
4. Profession intermédiaire	17	24	26	33	28	23	24
5. Employé	9	9	6	9	17	12	11
6. Ouvrier	37	24	<u>9</u>	17	26	46	<u>34</u>
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.

INSEE, 2006.

Document 2

En 2003, 65 % des hommes âgés de 40 à 59 ans exercent un métier dans une catégorie socioprofessionnelle différente de celle de leur père. [...] Entre les années soixante-dix et aujourd'hui, l'agriculture a poursuivi son déclin séculaire. L'industrie a marqué le pas avant de décliner à son tour, provoquant une forte diminution du nombre d'ouvriers. Entre 1977 et 2003, la proportion d'ouvriers parmi les actifs est passée de 36 % à 20 %, celle d'agriculteurs de 7 % à 3 %. À l'inverse, la part des cadres et des professions intermédiaires dans la population active est passée de 21 % en 1977 à 38 % en 2003, accompagnant le développement des activités tertiaires. Les classes moyennes et supérieures du salariat sont donc forcément constituées de membres d'origines diverses. Les fils d'ouvrier et d'agriculteur accèdent aux catégories supérieures du salariat en raison de ce formidable appel d'air et non pas d'une réelle évolution de l'égalité des chances. Le nombre d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise est également en diminution. [...] Au total, en 2003, le contexte macroéconomique joue pour 40 % dans les changements de milieu social. [...]

« En un quart de siècle, la mobilité sociale a peu évolué », Données sociales, DUPAYS Stéphanie, 2006.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que la fonction intégratrice du travail est remise en cause aujourd'hui.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Faites une phrase avec chaque donnée soulignée pour en donner la signification. (document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Présentez un exemple de contribution d'un groupe d'intérêt au fonctionnement de la démocratie. (3 points)</p> <p>3. Dans le cadre du fonctionnement de l'Union Européenne, vous expliquerez ce qu'est le principe de subsidiarité. (4 points)</p>

Document 1

Emploi salarié selon le statut typique ou atypique en France (en milliers)

Emploi salarié en France	1975	1985	2011
1. Emploi salarié « typique »	15 952	14 668	15 080
2. Emplois « précaires » ou « temporaires »	217	752	3 083
- intérimaires	0	113	543
- CDD	0	315	1 859
- Apprentis	165	178	371
- Contrats aidés et stagiaires	52	146	310
En % de l'emploi salarié total	1,24	4,17	13,5
3. Emplois à « temps partiel »	1 320	2 630	4 614
4. Emploi salarié « atypique » (2+3)	1 537	3 382	<u>7 697</u>
En % de l'emploi salarié total	8,79	16,74	<u>33,8</u>
Emploi salarié total	17 489	18 050	22 788

Source : Insee et DARES 2011

Document 2

Un million de personnes exercent un emploi mais disposent, après avoir comptabilisé les prestations sociales (primes pour l'emploi, allocations logement, etc.) ou intégré les revenus de leur conjoint, d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, fixé à la moitié du revenu médian. [...] Le nombre de travailleurs pauvres a grossi de 83 000 personnes entre 2003 et 2010 [...]. Il est d'ailleurs possible que ces chiffres aient progressé avec l'accentuation de la crise. Si l'on compte l'ensemble des personnes, conjoints et enfants compris, c'est entre 1,9 et 3,8 millions de personnes qui vivent dans un ménage pauvre dont le chef de famille dispose d'un emploi [...]. L'existence de travailleurs pauvres résulte de plusieurs facteurs. D'abord, de la faiblesse des salaires dans de très nombreux secteurs et notamment du niveau du salaire minimum. Ensuite, du temps partiel qui réduit en proportion les niveaux de vie. Enfin, du fractionnement des emplois : petits boulots, alternances de phases d'emploi et de chômage ou d'inactivité.

Source : « Les travailleurs pauvres en France », article repris du site de l'Observatoire des inégalités, www.inegalites.fr, 26 mars 2013.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que le travail reste encore une instance clé d'intégration.
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Faites une phrase avec le donnée soulignée (document 1)
Questions complémentaires de connaissances 2. En quoi la société civile organisée contribue-t-elle au fonctionnement de la démocratie ? (4 points) 3. Donnez un exemple de gouvernance multiniveaux. (3 points)

Document 1 : Statut d'emploi selon le sexe

	Effectif total (milliers)	Répartition (%)			
		Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans
Non-salariés	2 894	11,2	7,7	14,5	2,5
Salariés	22 868	88,8	92,3	85,5	97,5
<i>dont :</i>					
<i>Intérimaires</i>	508	2,0	1,2	2,7	5,9
<i>Apprentis</i>	406	1,6	1,2	1,9	18,1
<i>Contrats à durée déterminée</i>	2 170	8,4	10,5	6,6	28,3
<i>Contrats à durée indéterminée</i>	19 784	76,8	79,5	74,3	45,2
Ensemble	25 764	100,0	100,0	100,0	100,0
Temps complet	21 017	81,6	69,4	92,8	<u>76,3</u>
<i>Heures habituellement travaillées</i>		40,7	39,1	41,8	37,3
Temps partiel	4 747	18,4	30,6	7,2	23,7
<i>Heures habituellement travaillées</i>		23,1	23,5	21,4	20,1

Champ : population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine, hors communautés.

Source : Insee, enquête Emploi 2013

Document 2

Frappée de plein fouet par le ralentissement de la croissance consécutif aux chocs pétroliers des années 1970, la jeunesse a fait les frais de la nouvelle donne économique. Elle a payé le plus lourd tribut aux mutations profondes du marché du travail : chômage, précarité, petits boulots, intensification du travail, flexibilité, le tout sur un fond d'insécurité sociale et professionnelle. Au point que certains ont pu affirmer sans être vraiment démentis par les faits qu'en expérimentant les nouvelles formes d'emploi, la jeunesse avait servi de variable d'ajustement au nouveau contexte économique et social. (...) Longtemps protégés par leurs diplômes du chômage et de l'insécurité, les étudiants avancés n'échappaient plus à la spirale du déclassement. La période s'étendant entre la fin des études et l'installation dans un emploi stable s'allonge inexorablement, au prix d'incertitudes et de frustrations. Les salaires d'embauche sont bas et l'écart se creuse avec les générations précédentes. Le contexte économique et social dans lequel s'inscrivent les jeunes aujourd'hui engendre alors une immense incertitude. Contrairement aux générations précédentes qui, portées par la croissance, pouvaient rationnellement former des projets de carrière, de famille, de résidence, et surtout d'ascension, la jeunesse d'aujourd'hui est en panne d'avenir.

Source : Ch. Baudelot et R. Establet, dans « Une jeunesse difficile : portrait économique et social de la jeunesse française », Cepremap, ouvrage collectif, Editions de la rue d'Ulm, 2007.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que le travail n'assure pas toujours sa fonction d'intégration sociale.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Faites une phrase avec la valeur 12.3 et expliquez son mode de calcul. (Document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances 2. Comment les partis politiques participent-ils à la mobilisation électorale ? (4 points) 3. Comment le principe de subsidiarité permet-il d'organiser les prises de décision au niveau européen ? (3 points)</p>

Document 1

Répartition de l'emploi selon le statut

	Nombre en milliers	Répartition en %
Ensemble	25 778	100
Non salariés	3 003	11,6
Salariés	22 775	88,4
Salariés précaires	3 173	12,3
* Dont intérimaires	543	2,1
* Dont apprentis	371	1,4
* Dont contrats à durée déterminée	1 900	7,4
* Dont stagiaires et contrats aidés	359	1,4

Source : Insee, Enquête emploi en continu 2011 - 2011, Population active occupée

Document 2

Aujourd'hui, et notamment en France, l'ambivalence des représentations sur le travail n'a jamais été aussi forte. D'une part, sa valeur a été renforcée par les difficultés croissantes pour tous et toutes à l'obtenir et le garder : le spectacle du désarroi des chômeurs (privés de lien social et de l'estime de soi), des licenciements économiques qui tombent comme des couperets, des difficultés des jeunes à s'intégrer, des seniors à y rester, et des SDF, exclus parmi les exclus, rappelant les dangers du déclassement et de la chute possible... Autant de menaces propres à faire monter la cote du travail. Mais, d'autre part, il n'a jamais été autant question de stress, de troubles musculo-squelettiques (entendre par exemple les tendinites du poignet et les maux de dos, en hausse notable depuis plusieurs années), de souffrance au travail, de pression et de dépressions, de sentiments d'injustice, de non-reconnaissance des mérites, d'exploitation (non plus conçue comme celle d'une classe sociale par une autre, mais perçue comme un « trop » demandé par le patron), quand ce n'est pas de mépris.

Source : Martine Fournier, « Travail : ce douloureux objet de désir », *Sciences humaines*, n° 179, février 2007.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez en quoi l'école est une instance d'intégration sociale qui connaît des limites.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (4 points)</p> <p>1. Comparez, à l'aide d'un calcul, le taux de chômage des non-diplômés avec celui des diplômés du supérieur long. (Document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances (6 points)</p> <p>2. Qu'est-ce qu'un groupe d'intérêt ? Illustrez à l'aide d'un exemple. (3 points)</p> <p>3. Expliquez ce qu'est le principe de subsidiarité. (3 points)</p>

Document 1 :

Situation des jeunes 3 ans après la sortie du système éducatif.

En %	Taux d'emploi	Taux de chômage	Parmi les jeunes en emploi	
			CDI	Temps partiel contraint
Ensemble	69	22	66	9
Non diplômés	41	48	40	18
Diplômés du secondaire (CAP-BEP baccalauréats)	81	11	74	6
Diplômés du supérieur long (M2, bac +5, doctorat)	88	9	80	4
Ecoles de commerce	90	9	93	2
Ecoles d'ingénieur	94	4	93	1

Champ : France métropolitaine. Note de lecture : Parmi les jeunes sortis en 2010 sans diplôme, 41 % sont en emploi 3 ans après.

Source : Enquête 2013 auprès de la génération 2010, CEREQ.

Document 2

En France, certains diplômes sont des sortes de rentes et on comprend que les écoles qui les distribuent ne tiennent guère à s'ouvrir. Mais dans un marché du travail relativement serré, la grande utilité de certains diplômes se solde par la très faible utilité de ceux qui sont situés à l'autre bout de la hiérarchie scolaire. [...] Entre ces deux pôles extrêmes de la hiérarchie scolaire, on observe, à la fois, un mécanisme de dévaluation des diplômes exigeant des études de plus en plus longues pour atteindre le niveau professionnel escompté, et, plus encore, un flottement angoissant des parcours de formations chez les étudiants qui n'ont pas atteint l'excellence rentable tout en ayant mis le pied à l'étrier du supérieur.[...] Les comparaisons internationales indiquent que plus les diplômes jouent un rôle décisif dans l'accès à l'emploi, plus les élèves et leur famille pensent que l'école est le seul recours, plus les inégalités scolaires sont fortes. Ceci se comprend aisément : si l'on pense que tout se joue à l'école, il faut choisir les stratégies les plus sélectives conduisant vers les profils et les formations les plus rentables. Dans ce jeu, les familles déjà privilégiées sont gagnantes et la reproduction sociale entre les générations a toutes les chances de se renforcer.

Source : François Dubet, « La jeunesse, sacrifiée ou enfermée ? », Le Monde, 17 mars 2011.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS):

Montrez en quoi certaines évolutions de l'emploi remettent en cause l'intégration sociale par le travail.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS)

Question complémentaire de savoir-faire :

1. Que signifie la donnée soulignée ? (Document 2). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances :

2. Que sont les variables lourdes du comportement électoral ? (4 points)
3. Présentez un exemple de groupe d'intérêt. (3 points)

Document 1

Contrairement à la représentation d'un travail contraint dont la seule fonction consisterait à procurer du salaire ou du revenu, toutes les enquêtes montrent que la souffrance du chômeur ne se réduit jamais à la perte de sa rémunération. Le travailleur retire beaucoup plus que l'argent de l'exercice de son métier. Le travail est plus que le travail : lorsqu'il se délite, les modes de socialisation et les formes d'intégration qui y étaient associées risquent de se fracasser. Le travail est plus que le travail et donc le non-travail est plus que le chômage, ce dont souffre les chômeurs, c'est d'un traumatisme social généralisé qui se répercute sur tous les aspects de la vie quotidienne et toutes les dimensions de la personne. perte de repères, conscience de leur inutilité au monde, impuissance à se projeter dans l'avenir, désagrégation du statut social, dissolution des liens avec les autres, remise en question fondamentale de sa propre valeur, perte de l'estime de soi. Du jour au lendemain, le chômeur s'aperçoit qu'il n'est plus rien, et que l'ensemble des liens qui le reliaient aux autres membres de la société se sont rompus ou dissous.

Source : Christian Baudelot et Michel Gollac, *Travailler pour être heureux ?*, Fayard, 2003.

Document 2 : Développement des formes particulières d'emploi, tous âges confondus

	Contrats à durée déterminée	Intérimaires	Apprentis	Formes particulières d'emploi
Part dans l'emploi (en %)				
1982	4,0	0,5	0,8	5,3
2012	8,5	2	1,5	12,0
Variation en % entre 1982 et 2012	+112,5	+300	+87,5	<u>+126,4</u>

Lecture : en 2012, sur 100 emplois, en France, 12 correspondaient à des formes particulières d'emploi (n'étaient pas des Contrats à Durée Indéterminée), soit une augmentation de plus du double (+126,4%) depuis 1982.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans et plus.

Source : Insee, *enquête Emploi corrigée de la rupture de série en 2003*

INSEE Résultat, Marché du travail - Séries longues, N° 149 Société, décembre 2013

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les conflits sociaux se sont diversifiés depuis 30 ans.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

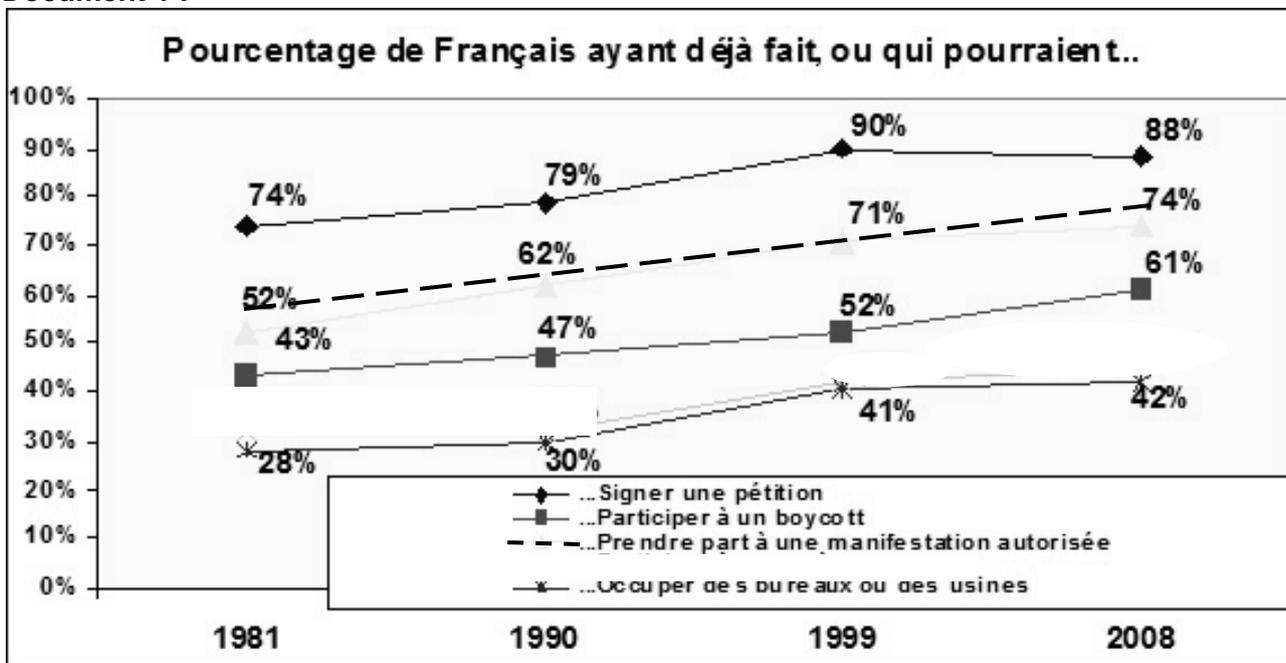
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase à l'aide de la donnée « 88% » en 2008. (Document 1)

Questions complémentaires de connaissances (7 points)

2. Caractérissez le régime semi-présidentiel. (4 points)
 3. Quels rôles les partis politiques jouent-ils en démocratie ? (3 points)

Document 1 :



Source : D'après Enquête sur les valeurs des français d'après *l'ARVAL (Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs)*. www-sciences-po.upmf-grenoble.fr.

Document 2

Aujourd'hui, la part prise par les conflits du travail s'est affaiblie. En fait, l'univers du travail ne se définit plus comme le lieu central et quasi-exclusif de la socialisation du conflit. Aujourd'hui de nouveaux conflits sociaux apparaissent qui ne se réfèrent plus à la seule production économique ou à ses effets politiques: il en est ainsi des luttes de femmes, des conflits revendiquant le droit au logement, du mouvement des sans-papiers, etc. Certes, les revendications matérielles perdurent tout comme les mobilisations collectives qu'elles génèrent [...]. Un essor des revendications dites post-matérialistes n'efface pas les anciens. Mais si les valeurs matérielles liées à la production économique occupent une part réelle dans les espaces de la mobilisation collective, elles jouent de moins en moins un rôle décisif sur le changement social. Elles tendent même parfois, par le biais des luttes qu'elles suscitent, au pur maintien de ce qui existe. Ce n'est pas le cas d'autres types de conflits, qui renvoient à des registres et à des modes d'engagement socioculturels diversifiés par-delà l'éphémère ou le factuel, le changement social est, depuis plus de trente ans en France, touché par des lames de fond et des enjeux précis.

Source : *Sciences humaines Hors Série mai 2000. « Conflits et changement social aujourd'hui ».*

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les conflits se sont transformés.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

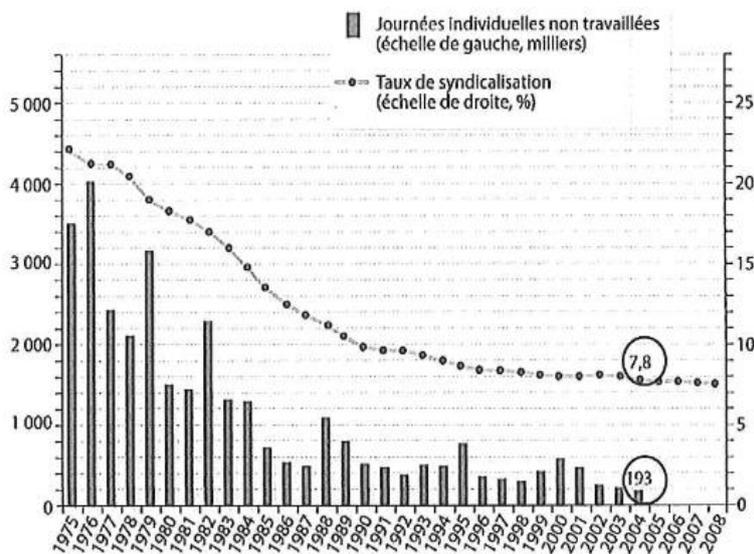
1. Faites une phrase avec les deux données entourées. (*document 1*)

Questions complémentaires de connaissances

2. Quels sont les effets du mode de scrutin majoritaire ? (3 points)

3. Présentez un facteur explicatif de l'abstention. (3 points)

Document 1



Champ : pour les données sur les grèves, toutes entreprises, hors fonction publique sur l'ensemble de la période, hors entreprises publiques du secteur des transports à partir de 1996 ; la série s'interrompt en 2004, remplacée par un autre mode de comptabilisation.

Sources : DARES pour les données sur les grèves, OCDE pour les données sur la syndicalisation.

Document 2

(...) Une zone à défendre «légale» a vu le jour récemment, du côté d'Agen, sur le terrain d'un paysan retraité qui a appelé le réseau à la rescousse pour combattre un plan de zone d'activité à côté d'une future ligne à grande vitesse.

En quelques années, les zadistes ont acquis de l'expérience, peaufiné leurs méthodes, et remporté plusieurs combats. A Sivens, il a fallu un drame, la mort de Rémi Fraisse le 26 octobre, pour que les travaux de défrichement soient interrompus. A Roybon, c'est la justice qui a décidé, mardi, de suspendre un arrêté préfectoral autorisant les engins de chantier à intervenir. Cet activisme inquiète les autorités. «*Aujourd'hui, quand les préfets apprennent qu'une ZAD est en train de se lancer, ils ont peur*», sourit Ben, passé par Sivens et installé à Sainte-Colombe-en-Bruilhois, près d'Agen. Les pouvoirs locaux semblent perdus face à ces militants passés maîtres dans l'occupation physique des sites de travaux, et dont les méthodes désespèrent. Rejetant le jeu de la démocratie représentative et les procédures d'enquête publique, qu'ils considèrent faussées, les zadistes fonctionnent de manière horizontale, sans porte-parole. Certains s'installent à long terme, d'autres circulent d'un lieu de lutte à l'autre, en fonction des besoins. (...)

Source : Sylvain Mouillard – *Libération* – 25 décembre 2014

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez comment les services collectifs permettent de réduire les inégalités sociales.</p>
<p>QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Montrez à l'aide de deux données que le service public d'éducation profite de manière très variable aux élèves selon leur origine sociale (document 1).</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances 2. Quelles formes l'action politique prend-elle de nos jours ? (4 points) 3. Quels sont les avantages et inconvénients d'un scrutin majoritaire ? (3 points)</p>

Document 1

Niveau d'études atteint par les élèves suivant l'origine sociale, en %

	Diplôme inférieur au bac ou pas de diplôme	Bac sans poursuite d'études	Bac et études supérieures sans obtention de diplôme	Diplôme de niveau bac + 2	Diplôme de niveau bac + 3
Cadre	15,9	2,9	14,2	14,8	52,2
Employé	43,3	8,3	12,7	15,9	19,8
Ouvrier non qualifié	58,9	8,2	12,1	10,1	10,7

Source : Sénat, *Rapport d'information n°370*, 3 juin 2008

Document 2

La création d'équipements collectifs vise à « démarchandiser » l'accès à certains biens. Ici l'égalité procède moins de l'égalisation des revenus que de la mise à disposition de tous de biens longtemps réservés à quelques uns ; [...] ; les pauvres y ont accès tout comme les riches, au nom de droits jugés universels. C'est le cas notamment des transports publics, de l'éducation, du service de santé et de tous les équipements publics gratuits parce que leur charge est répartie sur l'ensemble des contribuables. D'ailleurs, la République a longtemps conçu son rôle social par rapport à l'équipement du territoire, chaque commune devant avoir ses écoles, sa bibliothèque, sa poste, son commissariat, sa piscine, sa bibliothèque, sa salle polyvalente, etc. La question se complique quand on introduit dans le raisonnement l'intensité de l'usage de ces biens.

Source : François Dubet, *Les places et les chances*, Le Seuil - La République des idées, 2010.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase pour donner du sens aux 3 données en gras dans la deuxième colonne. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce que la « société civile organisée » ? (3 points)

3. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? (4 points)

Document 1

Distribution des niveaux de vie avant et après redistribution en 2012

	en euros	
	avant	après
1er décile (D1)	7 470	10 610
2ème décile (D2)	11 960	13 340
3ème décile (D3)	15 420	15 570
4ème décile (D4)	18 460	17 660
Médiane (D5)	21 360	19 740
6ème décile (D6)	24 580	22 160
7ème décile (D7)	28 480	25 140
8ème décile (D8)	34 030	29 390
9ème décile (D9)	44 770	37 430
Rapport interdécile (D9/D1)	5,99	3,53

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGI

Document 2

En France, une certaine forme de discrimination positive a déjà été appliquée. Elle ne repose pas sur le principe théorique d'égalité des chances mais elle relève d'une démarche générale de redistribution des richesses face à l'échec des principes d'égalité dans certains domaines. Elle s'intègre par exemple dans la politique de la ville, via les zones d'éducation prioritaires, ou dans celle de l'emploi, via la mise en place de contrats aidés à destination de publics spécifiques comme les chômeurs de longue durée [...]. Elle a aussi récemment été développée dans l'éducation supérieure. En effet, l'Institut d'Études Politiques de Paris a innové au début des années 2000 en facilitant l'entrée d'étudiants scolarisés dans les lycées de banlieues défavorisées [...]. A chaque fois, ces politiques préférentielles s'adressent à des groupes sociaux définis sur la base de critères socioéconomiques (niveau de revenus, situation vis-à-vis de l'emploi, zone d'habitation). Il n'existe pas en France de programmes d'actions positives visant à favoriser un groupe d'individus, défini sur la base d'un critère inné comme le sexe ou l'origine ethnique, à l'exception de la loi sur la parité politique votée en 2000.

Source : Hélène Périvier, « Panorama des différents types de lutte contre les inégalités », Cahiers français, n° 351, juillet-août 2012

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous expliquerez comment les pouvoirs publics peuvent promouvoir l'égalité homme-femme.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec chacun des deux chiffres soulignés. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances (7 points)

2. Distinguez démocratie représentative et démocratie participative. (4 points)
 3. Expliquez ce qu'est un vote sur enjeu. (3 points)

Document 1 : Des inégalités homme-femme dans quelques pays européens.

	Emploi (1)		Pauvreté (2)		Domestique (3)		Politique (4)	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
Allemagne	77	87	16	14	150	55	33	67
Espagne	64	78	21	18	195	30	36.5	63.5
France	77	88	<u>14</u>	13	180	50	19	<u>81</u>
Italie	59	85	20	17	235	25	21.5	78.5
Suède	81	88	13	10.5	125	55	46.5	53.5

(1) : taux d'emploi des 25-54 ans en 2012, en %

(2) : taux de pauvreté en 2011, en %

(3) : tâches ménagères en minutes, par jour, en moyenne, en 2009

(4) : en % au Parlement

Source : Eurostat et Union interparlementaire, 2013.

Document 2

L'Assemblée nationale a largement adopté, mardi 28 janvier en première lecture, le projet de loi sur l'égalité femmes-hommes. (...)

(...)Le projet de loi propose notamment de réformer le congé parental afin d'inciter davantage de pères à choisir cette option, et instaure des obligations de parité homme-femme dans un grand nombre de structures. Il met également sous condition la participation des entreprises aux marchés publics en cas de non-respect de la parité et entend réduire la précarité économique de certaines femmes. Le texte veut ainsi mieux lutter contre les impayés des pensions alimentaires prononcées après divorce et double les pénalités financières pour les formations politiques qui n'appliquent pas la législation existante sur la parité.(...)

(...) En matière de lutte contre les stéréotypes, les concours de « mini-miss » seront quant à eux interdits pour les moins de 13 ans et les organisateurs de concours pour les enfants de 13 à 16 ans devront obtenir une autorisation préalable.

Source : Le Monde, 28.01.2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

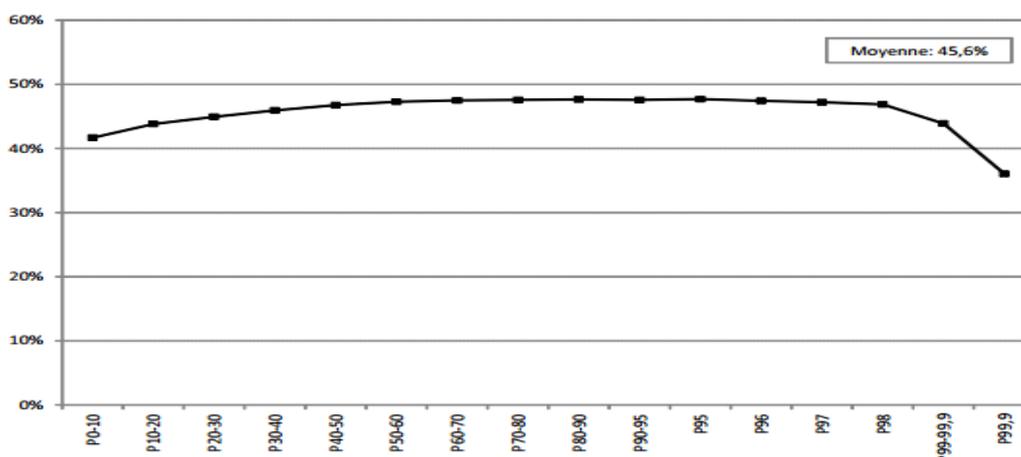
Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Comment les pouvoirs publics peuvent-ils lutter contre les inégalités ?</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 points) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Donnez la signification de la donnée « Moyenne : 45,6% » et du dernier point de la courbe. (Document 1)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Quel est l'impact des médias sur l'attitude politique ? (4 points) 3. Le vote est-il le seul moyen d'action politique ? (3 points)</p>

Document 1

FIGURE 2.2 – Taux de prélèvements obligatoires sur les revenus primaires (2010).



Source : TAXIPP 0.1.

Champ : Ensemble des individus de 18 ans à 65 ans, travaillant au moins 80 % du temps plein.

Lecture : Le graphique représente le taux global d'imposition (tous les prélèvements compris) par groupe de revenus primaires, c'est-à-dire en prenant en compte l'ensemble des revenus du travail (salaires, revenus non salariaux, etc.) et les revenus du capital, mais sans prendre en compte les revenus de transferts (allocations, minima sociaux, etc.) ni les revenus de remplacement (allocations chômage, pensions de retraite). Les individus sont classés des plus pauvres (à gauche) aux plus riches (à droite). Le groupe P0-10 désigne les centiles de 0 à 10, c'est-à-dire les 10 % les plus pauvres, le groupe P10-20 les 10 % suivants, etc. Le groupe des 10 % les plus riches est décomposé en sous-groupes. P99,9 correspond par exemple aux 0,1 % des plus hauts revenus.

Document 2

Les politiques de lutte contre les inégalités de revenu peuvent agir à deux niveaux : au moment de leur formation (les inégalités dites « primaires ») ou par la redistribution d'une partie des revenus perçus. Ce second aspect est le plus souvent mis avant. En matière de réduction des inégalités, la structure des systèmes fiscaux compte au moins autant que le niveau des prélèvements. On peut prélever beaucoup, mais peu redistribuer. L'impôt qui contribue le plus à réduire les inégalités est l'impôt dit « progressif », parce que ses taux augmentent avec le niveau de l'assiette. [...] La collectivité intervient aussi dans le jeu de la formation des revenus dits « primaires », avant impôts. Le législateur élabore en particulier le droit du travail. [...] Au-delà du marché du travail, une bonne partie de l'action des services publics (ou des entreprises soumises à des contraintes de service public) contribue à la réduction des inégalités, en faisant en sorte que chacun puisse, sans distinction de niveau de revenus, accéder à une offre de biens et de services essentiels.

Source : L. MAURIN, « Comment l'État peut-il réduire les inégalités ? », Alternatives Economiques hors-série n° 61, 2004. www.alternatives-economiques.fr

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : La politique de redistribution atteint-elle son objectif de justice sociale ?
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Faites deux phrases donnant la signification des données soulignées. (document 1)
Questions complémentaires de connaissances 2. Quels rôles jouent les partis politiques dans le fonctionnement de la démocratie? (3 points) 3. Distinguez les effets du mode de scrutin proportionnel et du mode de scrutin majoritaire. (4 points)

Document 1**Montants moyens des prélèvements et prestations par unité de consommation (UC) en 2012**

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble
Revenus avant redistribution (A)	7 266	15 591	21 474	28 623	55 292	25 649
Prélèvements	- 333	- 1 010	- 2 066	- 3 501	- 10 707	- 3 523
Dont Financement de la protection sociale	- 369	- 857	- 1 420	- 2 073	- 4 304	- 1 804
Dont Impôts directs	36	- 154	- 646	- 1 427	- 6 404	- 1 719
Prestations	4 332	1 266	736	480	335	1 430
Dont prestations familiales	1 575	775	560	396	285	718
Dont Aides au logement	1 350	273	77	38	18	351
Dont Minimaux sociaux	1 406	218	100	46	31	360
Revenu disponible (B)	11 266	15 847	20 145	25 602	44 919	23 556
Taux de redistribution (B-A)/A (en %)	55	1,6	- 6,2	- 10,6	- 18,8	- 8,2

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Lecture : Les personnes du 3^{ème} quintile de niveau de vie avant redistribution ont acquitté en moyenne 646 € par UC.

Source : INSEE « France, Portrait social » Edition 2013, page 63

Document 2

Quelles politiques de « prévention » contre la pauvreté ? (...) Comment faire pour réduire le nombre de ceux qui y « tombent » ? Comment faire pour aider ceux qui y sont nés à « s'en sortir » ? Ici sont en jeu des politiques d'éducation, de formation professionnelle, d'emploi, de logement. Des politiques qui ne peuvent limiter leurs objectifs à réduire les conséquences de la pauvreté, mais visent à prévenir la chute sociale. Une politique du logement (construction, prix, distribution des logements sociaux...), une politique de l'emploi (formation initiale et continue, action sur la précarité, coût du travail...) ne peuvent se centrer sur la pauvreté, mais doivent intégrer une connaissance et une prise en compte des inégalités telles qu'elles sont, avec l'objectif de les diminuer. Dans tous les cas, il faut actionner différents leviers de façon simultanée. Les causes de la pauvreté, comme celles des inégalités sont nombreuses et inter-agissent. Ainsi par exemple, les inégalités d'état de santé s'articulent avec des problèmes d'emploi, de logement, « d'isolement » social, de niveau de qualification, d'école. Ainsi par exemple on sait que les conditions de logement influencent les résultats scolaires des jeunes, et, partant, leur niveau de vie futur. Les causalités ne sont pas immédiates mais s'inscrivent dans un processus long.

Source : Pierre Volovitch, <http://inégalités.fr> 18/12/2013 « l'Observatoire des inégalités »

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous analyserez la segmentation du marché du travail
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)
1. Faites une phrase permettant de comprendre la signification des chiffres en caractères gras et soulignés (document 1).
Questions complémentaires de connaissances
2. Qu'est-ce que la culture politique ? Illustrez votre définition par un exemple. (4 points)
3. Illustrez le principe de subsidiarité. (3 points)

Document 1 Statut et type de contrat en 2013 en France (en %)

	Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Non salariés	11,2	7,7	14,5	2,5	10,2	16
Salariés	88,8	92,3	85,5	97,5	89,8	84
dont : <i>Contrats à durée indéterminée</i>	<u>76,8</u>	79,5	74,3	45,2	79,8	78,9
<i>Contrats à durée déterminée</i>	8,4	10,4	6,6	<u>28,3</u>	7,7	4,3
<i>Intérim</i>	2	1,2	2,7	5,9	2	0,8
<i>Apprentis</i>	1,6	1,2	1,9	18,1	0,2	0
Ensemble des emplois	100	100	100	100	100	100

Source : Insee, enquête emploi 2013

Document 2

Le marché du travail n'est pas un marché unifié, avec des demandeurs et des offreurs de travail homogènes. Par exemple, les petites entreprises locales n'ont pas le même attrait que les grandes entreprises multinationales pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur à la recherche de leur première expérience. Il existe un grand nombre de critères de segmentation du marché du travail. [...] La théorie du dualisme du marché du travail a été proposée en 1971 par Peter Doeringer et Michael Piore. [...] Ils distinguent ainsi d'une part, un secteur moderne constitué par les grands services publics ou par de grandes entreprises privées dynamiques proposant des emplois qualifiés, stables, bien rémunérés comportant de larges possibilités de promotions et une forte syndicalisation et, d'autre part, un secteur de petites et moyennes entreprises à l'avenir incertain, proposant des emplois précaires, faiblement qualifiés et peu rémunérateurs, à des travailleurs de faible formation, généralement non syndiqués, issus de groupes sociaux défavorisés.

Source : Ahmed Silem, L'économie politique, Armand Colin, 2011.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez que le taux de salaire réel ne dépend pas seulement de la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Formulez une phrase indiquant le sens des deux données encadrées dans le document 2.

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce qu'un régime semi-présidentiel ? (3 points)
 3. Expliquez ce qu'est le principe de subsidiarité. (4 points)

Document 1

Pour expliquer l'effet positif des accords décentralisés¹ sur les salaires, [certains auteurs] mettent en avant trois facteurs de nature économique.

Les accords décentralisés peuvent être l'occasion d'un partage de la « rente » dont bénéficie éventuellement l'entreprise en raison de son pouvoir de marché. Cette rente dépend de la taille de l'entreprise, du degré de concurrence dans le secteur, de la position éventuelle de leader sur le marché ou de donneur d'ordre, ou au contraire de sous-traitant. Les salariés disposent d'un pouvoir de négociation plus ou moins fort, lié par exemple au taux de syndicalisation dans l'entreprise, [...]. Les salaires croissent alors avec le pouvoir de négociation des salariés et la « rente » potentiellement distribuable.

De plus, les accords décentralisés¹ peuvent être l'occasion de verser des « salaires d'efficience » qui inciteraient les salariés à être plus productifs.

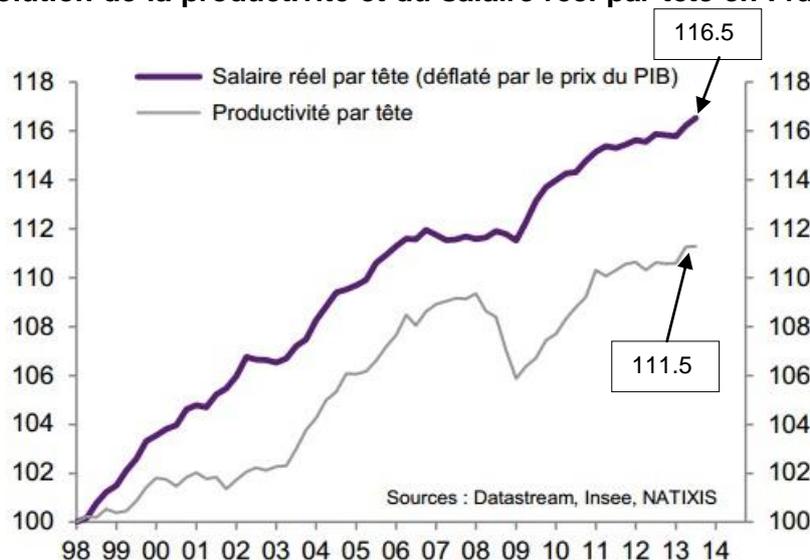
Par ailleurs, des négociations centralisées² pourraient prendre davantage en compte le problème de l'emploi dans la branche, et donc seraient plus susceptibles de modérer les revendications de salaires.

Source : Antoine Luciani, *Niveau de négociation collective et rémunération en France*, in « Les entreprises en France », INSEE, 2014

¹Les accords décentralisés résultent de négociations menées à un niveau inférieur à celui de la branche d'activité (donc au niveau d'un établissement, d'une entreprise ou d'un groupe).

²Les accords centralisés sont négociés au niveau des branches d'activité.

Document 2 : Evolution de la productivité et du salaire réel par tête en France, base 100 en 1998.



Source : Patrick Artus, *Quel serait l'effet d'une hausse des salaires en France ?*, Natixis, *Flash Economie* n°211, 17 mars 2014.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous montrerez que le marché du travail est segmenté.
QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) : Question complémentaire de savoir-faire (3 points) 1. Exprimez la signification des données grisées. (document 1)
Questions complémentaires de connaissances 2. Qu'est-ce qu'un répertoire d'action politique ? (3 points) 3. Expliquez ce qu'est la gouvernance multiniveaux . (4 points)

Document 1 : Taux de chômage (au sens du BIT) selon le diplôme, le sexe et la durée écoulée depuis la sortie de formation initiale en 2013

	Année 2013		
	Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale	Sortis depuis 11 ans et plus de formation initiale
Ensemble	20,3	12,5	7,8
Hommes	21,7	13,1	7,8
Femmes	18,9	11,9	7,8
Enseignement supérieur	10,5	6,1	4,3
dont : enseignement supérieur long (1)	9,2	6,3	4,4
enseignement supérieur court (2)	13,0	5,8	4,2
Bac, CAP-BEP et équivalents	24,7	15,1	7,6
dont : baccalauréat	22,5	12,3	7,1
CAP-BEP	28,3	18,7	7,9
Brevet, CEP et sans diplôme	48,9	33,2	13,0

(1) Notamment licence, master, doctorat, écoles de commerce et d'ingénieur.

(2) Notamment DUT, BTS, Deug, diplômes paramédicaux et sociaux.

Champ : actifs sortis de formation initiale en France métropolitaine depuis un an ou plus.

Source : INSEE, Enquêtes Emploi

Document 2 :

Le marché du travail français est fortement segmenté entre les personnes bénéficiant d'un emploi stable et celles qui alternent contrats temporaires et périodes de chômage. Cette précarité se concentre chez les catégories socialement les plus fragiles (non qualifiés, jeunes, mères de jeunes enfants, personnes d'origine étrangère). Ce fonctionnement dual du marché du travail n'est pas spécifique à la France et concerne également les pays du sud de l'Europe, notamment l'Italie, l'Espagne et le Portugal. La littérature économique a montré que ce phénomène pouvait être lié aux institutions du marché du travail et, en particulier, aux écarts de protection de l'emploi entre contrats temporaires et emplois stables. Deux documents de travail notables se concentrent sur la France. Blanchard & Landier (2002) montrent l'effet pervers des contrats à durée déterminée (CDD) sur le fonctionnement du marché du travail. Ils ont pour impact une augmentation de la rotation de la main d'œuvre et une hausse du chômage. Cahuc & Postel-Vinay (2002) montrent que la combinaison d'une forte protection de l'emploi et de l'introduction de contrats temporaires est inefficente.

Source : Clémence BERSON et Nicolas FERRARI, "Réduire la segmentation du marché du travail par des incitations financières ?", *Documents de travail de la DG Trésor*, n°2013-04, octobre 2013, page 4.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/391179>

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous présenterez le phénomène de segmentation du marché du travail.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase permettant de donner du sens à la donnée soulignée. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce que la société civile organisée ? (3 points)
 3. Pourquoi peut-on parler de gouvernance multi-niveaux dans le cas de l'Union Européenne ? (4 points)

Document 1

Evolution de l'emploi précaire en France

	1975	1985	2010
Emplois précaires (en milliers)	217	752	3191
<i>Intérimaires</i>	0	113	527
<i>CDD</i>	0	315	1938
<i>Apprentis</i>	165	178	395
<i>Contrats aidés et stagiaires</i>	152	146	331
En % de l'emploi salarié	1,24	4,17	<u>13,5</u>

Source : INSEE

Document 2

Le contrat de travail à durée indéterminée est en train de perdre de son hégémonie [...]. En chiffres absolus, les contrats à durée indéterminée sont encore largement majoritaires. Mais [...] plus des deux tiers des embauches annuelles se font selon des « formes particulières d'emploi » dites aussi « atypiques ». Les jeunes sont les plus concernés, et les femmes plus que les hommes. Mais le phénomène touche également ce que l'on pourrait appeler le noyau dur de la force de travail, les hommes de trente à quarante neuf ans. [...] C'est la structure même de la relation salariale qui risque d'être remise en question. [...] Les nouvelles formes « particulières » d'emploi ressemblent davantage à d'anciennes formes d'embauche lorsque le statut du travailleur s'effaçait devant les contraintes du travail. La flexibilité est une manière de nommer cette nécessité de l'ajustement du travailleur moderne à sa tâche.

Source : Robert Castel, Les métamorphoses de la question sociale, Gallimard, 2002

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que la fixation du taux de salaire réel ne dépend pas que de l'offre et la demande de travail.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

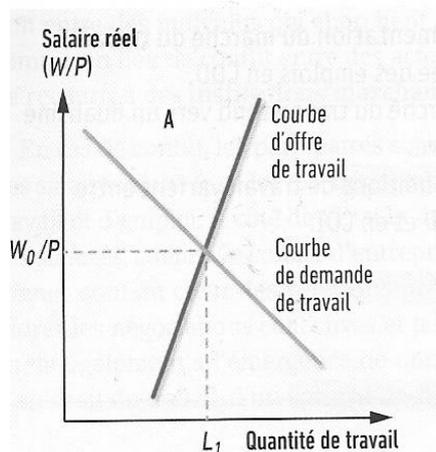
Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Quel est l'effet d'une baisse du taux de salaire réel sur l'offre et la demande de travail ? (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est ce qui différencie les partis politiques des autres formes d'organisations politiques ? (3 points)
3. Distinguez démocratie participative et démocratie délibérative (3 points)

Document 1



Source : Joseph E. STIGLITZ, Carl E. WALSH et Jean-Dominique LAFAY, Principes d'économie moderne, 3^{ème} édition, De Boeck Supérieur, 2007

Document 2

Michel Sapin a présenté le montant de revalorisation du Smic au 1er janvier 2013, lors d'une réunion avec la Commission nationale de la négociation collective, le 17 décembre. [...].

Revalorisé le 1er janvier 2013, le taux horaire du Smic sera de 9,43 euros brut (contre 9,40 euros depuis le 1er juillet dernier), soit 1 430,22 euros brut mensuels. Sur l'année 2012, le Smic a progressé de 2,3 %.

Le ministre du Travail a rappelé le principe selon lequel "la garantie du pouvoir d'achat passe par l'indexation sur l'inflation." Avec cette nouveauté, l'indice actuellement utilisé (1) pour le calcul de revalorisation sera changé, il sera fondé sur "l'inflation constatée pour les ménages des premiers et deuxièmes déciles de la distribution des revenus", a expliqué le ministre. [...].

(1) "Le Smic est revalorisé au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) à laquelle on ajoute la moitié de la croissance du pouvoir d'achat du salaire, salaire mesuré par le salaire horaire de base ouvrier (SHBO). Il est également revalorisé à chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix (hors tabac). Le Gouvernement peut aussi ajouter "un coup de pouce" à ces augmentations" (source : Insee).

Source : gouvernement.fr/gouvernement/revalorisation-du-smic-au-1er-janvier-2013

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez que l'évolution du marché du travail fragilise l'intégration sociale des jeunes.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. À l'aide d'un calcul de votre choix vous montrerez l'évolution de la part des CDD et contrats saisonniers chez les salariés âgés de 15 à 24 ans, entre 1982 et 2012. (document 2)

Questions complémentaires de connaissances

2. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? (4 points)
3. Qu'est ce que la « société civile organisée » ? (3 points)

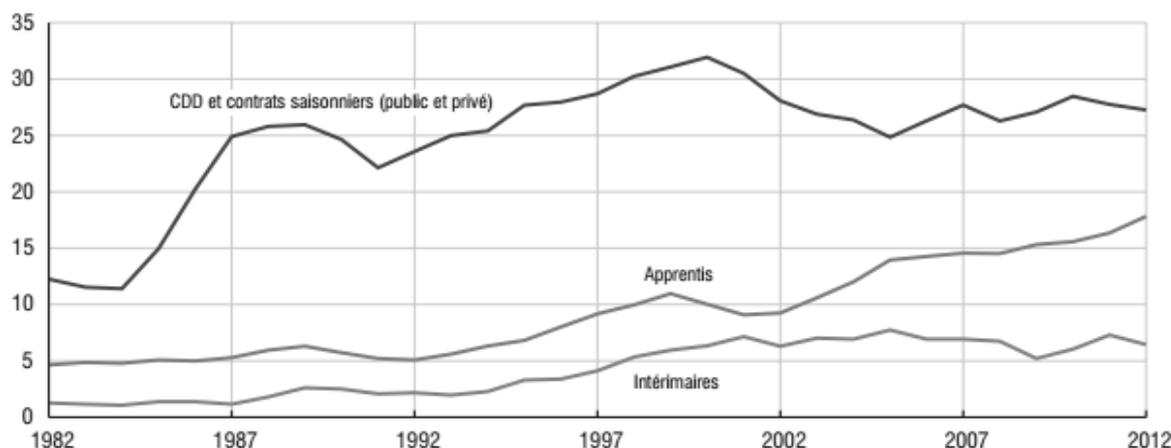
Document 1

Lassana et Malik sont comme les voitures auxquelles ils sont adossés. À l'arrêt. Rencontrés sur le parking d'une barre (1) de douze étages, à Garges-lès-Gonesse [...], les deux jeunes hommes [...] portent la même casquette noire et une semblable résignation. «Le boulot ? Je cherche plus à chercher», lance, bravache, Lassana, 22 ans. En 3e, l'école l'a « jeté » sans s'inquiéter de son devenir (...). À la mission locale, il a eu droit à deux courtes formations, cariste et soins à la personne. « Et puis rien. C'est mort pour toi si t'as pas de piston. Pour les jeunes des cités, y a que du travail de chien. Dans l'intérim, ils nous exploitent à fond [...]» Malik, lui, a arrêté en deuxième année son BEP électrotechnique et a cherché du travail pendant un an. «Là, c'est bon, c'est sorti de ma tête [...]» Comme Lassana et Malik, 900 000 jeunes de 15 à 29 ans n'étudient pas, mais ne cherchent pas pour autant du travail. Aussi inquiétante que méconnue, cette statistique a été récemment mise en lumière dans une note du Conseil d'analyse économique sur l'emploi des jeunes peu qualifiés.

Source : Pascal Krémer, « Ces 900 000 jeunes inactifs découragés de tout », dans Le Monde, dimanche 2 et lundi 3 juin 2013.

(1) : Immeuble

Document 2 : Évolution des formes particulières d'emploi chez les salariés de 15-24 ans (en %)



Source : INSEE 2014

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez comment les politiques en faveur de l'emploi peuvent permettre de lutter contre le chômage.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

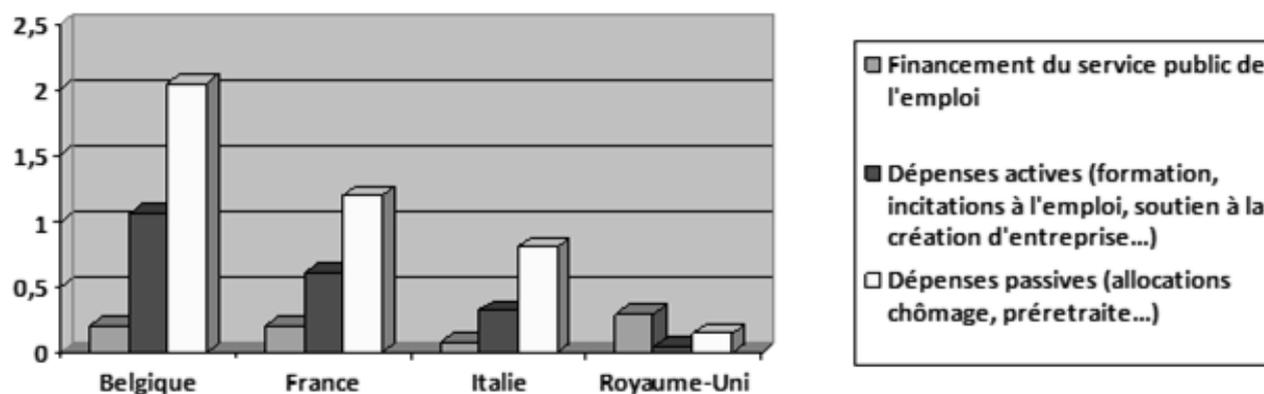
1. Comparez les dépenses consacrées aux politiques de l'emploi en Belgique et au Royaume-Uni. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Comment les partis politiques contribuent-ils à la mobilisation des électeurs ? (4points)
3. Quels sont les principaux déterminants du vote ? (3 points)

Document 1

Dépenses des politiques de l'emploi en 2008 en pourcentage du PIB



Source : « Les chiffres de l'économie 2011 », Alternatives économiques, hors-série n°86, 2011

Document 2

Une diminution des salaires peut aggraver la situation de l'emploi si l'effet négatif de la baisse de la demande sur le marché des produits, dû à la baisse des revenus, l'emporte sur l'effet positif de la baisse du coût salarial pour les entreprises. [...] C'est l'emploi qui en fait les frais puisqu'une masse d'acteurs se retrouvent réellement ou potentiellement insolvables. Quand tout le monde a besoin de se désendetter en même temps, plus personne ne dépense et la demande effective faiblit terriblement. Cela crée un climat de pessimisme généralisé et durable, parce que le désendettement est forcément très long, à la mesure des excès antérieurs. Et une situation de chômage de masse s'installe.

Seule la demande publique peut alors créer un plancher sur le niveau de la demande effective pour essayer de faire repartir l'emploi.

Source : Entretien avec Michel Aglietta, propos recueillis par Thierry Pech et Sandra Moatti, dans *Alternatives économiques*, Hors série n°99, Premier trimestre 2014.

SESSION DE JUIN 2015
Enseignement SPÉCIFIQUE SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

<p>QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Vous expliquerez comment la baisse du coût du travail peut faire baisser le chômage.</p>
<p>QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :</p> <p>Question complémentaire de savoir-faire (3 points)</p> <p>1. Comparez la France et l'Allemagne du point de vue du coût du travail et du taux de chômage. (document n°2)</p>
<p>Questions complémentaires de connaissances</p> <p>2. Distinguez la démocratie représentative de la démocratie délibérative. (4points)</p> <p>3. Faites le lien entre le vote sur enjeu et l'abstention. (3 points)</p>

Document 1

Le 31 décembre 2013, lors de ses vœux aux Français, le président de la République propose un Pacte de responsabilité, destiné à redresser la compétitivité des entreprises et à faire reculer le chômage. Il doit permettre de gagner 0,5% de croissance et créer 200 000 emplois à l'horizon 2017. Ce pacte consiste en 41 milliards d'euros d'aides (réduction des impôts et cotisations sociales, mesures de simplification administrative), accordés aux entreprises en vue de les inciter à embaucher et investir. Il revient aux partenaires sociaux de définir les contreparties (embauches, formations des salariés, etc.) sur lesquelles doivent s'engager les entreprises [...] Dans le cadre du pacte, à partir du 1er janvier 2015, l'employeur d'un salarié au Smic ne paiera plus aucune cotisation de sécurité sociale. Pour les salaires allant jusqu'à 3 fois et demi le Smic (près de 4000 euros nets par mois), les cotisations familiales seront abaissées de 5,25% à 3,45% (soit 1,8 points en moins) à partir de 2016. Les travailleurs indépendants et artisans bénéficieront d'une baisse de plus de trois points de leurs cotisations familiales dès 2015.

Source : www.vie-publique.fr 7/08/2014

Document 2

Coût de la main d'œuvre et taux de chômage dans l'Union Européenne en 2013

	Coût horaire de la main d'œuvre (€)	Taux de chômage (%)
Allemagne	31.7	5.2
Autriche	31.3	4.9
Bulgarie	3.7	13.0
Espagne	20.9	26.1
Estonie	9.3	8.6
France	35.0	10.3
Grèce	14.1	27.5
Italie	28.0	12.2
Lettonie	6.5	11.9
Pays-Bas	32.5	6.7
UE (27)	23.7	10.8

Source : d'après Eurostat